Statistiques économiques

Statistiques financières du gouvernement du Québec 1985-86

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1987
ISBN 2-550-17838-6

Tirage limité
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisée à condition
de mentionner la source.

Le Bureau de la statistique du Québec présente, pour une quinzième année, sa publication Statistiques financières du gouvernement du Québec, portant cette fois-ci sur l'année financière 1985-86. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial, tout en gardant dans la mesure du possible une continuité au cours des années.

L'organigramme de la page 11 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux[1]. Les statistiques sont présentées de façon détaillée selon le système de gestion financière[2]. Ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Les statistiques produites sont, entre autres, très utiles pour établir des comparaisons interprovinciales.

Les données concernant les dépenses sont également présentées selon la catégorie, pour indiquer de quelle façon est effectuée la dépense.

La publication comprend également trois annexes. La première contient les notes méthodologiques se rapportant aux tableaux décrits précédemment. La deuxième décrit brièvement l'univers utilisé dans cette publication. Enfin, la troisième présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Le terme de gouvernement du Québec utilisé alors ne correspond pas à celui utilisé dans le système de gestion financière. En effet, y sont inclus les ministères et quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe statistique aux Comptes publics de la province de Québec. Des notes explicatives terminent cette annexe.

Nous tenons à remercier les divers organismes gouvernementaux du Québec dont la collaboration a rendu possible la réalisation de cette publication.

1. Pour de plus amples renseignements sur l'univers, voir la publication Univers du secteur public au Québec, Direction des statistiques financières, Bureau de la statistique du Québec, 1er trimestre 1987.
2. Voir Le système statistique de gestion des finances publiques, Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
- Néant ou zéro
-- Donnée infime
r Donnée révisée

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par: Alain Auger
de la Direction des statistiques financières

Pour tout renseignement additionnel concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

Table des matières

Modifications apportées à la présente édition 9

Organigramme du secteur public au Québec 11

Introduction 13

Chapitre 1
Faits saillants 15

Les revenus 15
Les dépenses 15
L'actif 18
Le passif 18
La provenance et l'utilisation des fonds 18

Chapitre 2
Tableaux statistiques 19

Annexe 1
Notes méthodologiques 39

Annexe 2
L'univers du gouvernement du Québec 45

Annexe 3
Statistiques financières du gouvernement selon les comptes publics 1985-86 55

Liste des tableaux

2.1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86 20

2.2 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86 22

2.3 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, Québec, 1985-86 24

2.4 Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986 26

2.5 Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986 28

2.6 Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, Québec, 1985-86 30

2.7 Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1985-86 31

2.8 Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1985-86 32

2.9 Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1985-86 33

2.10 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, Québec, 1977-78 à 1986-87 34

2.11 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, Québec, 1977-78 à 1986-87 36

2.12 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, Québec, 1977-78 à 1986-87 38

3.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 58

3.2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1976-77 à 1985-86 59

3.3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 60

3.4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 62

3.5 Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 64

3.6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 66

3.7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86 67

3.8 Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1984-85 et 1985-86 68

3.9 Dette du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1985 et 1986 69

Liste des graphiques

1.1 Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, Québec, 1985-86 16

1.2 Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, Québec, 1985-86 17

Modifications apportées à la présente édition

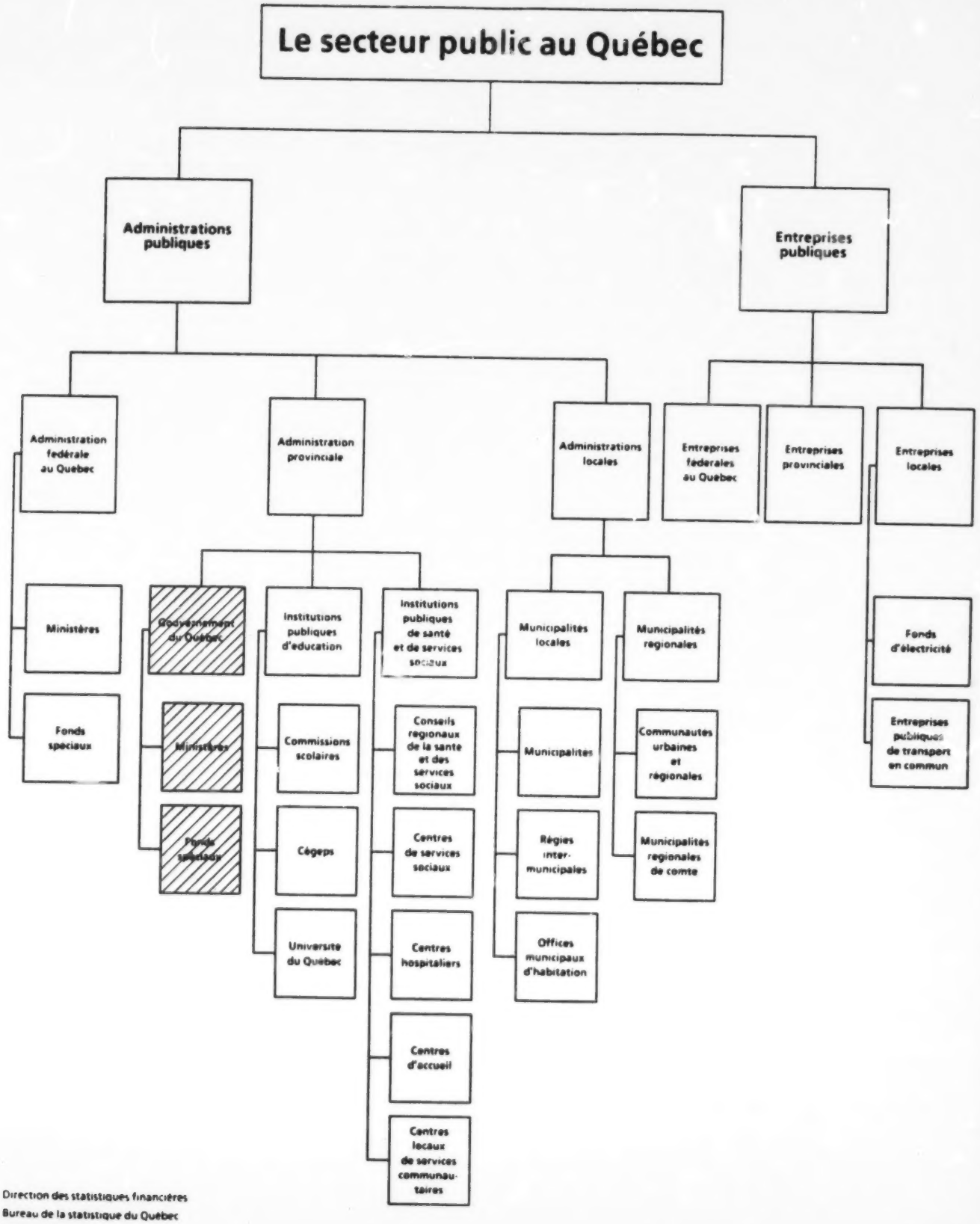
Quelques modifications surviennent dans la publication pour l'année 1985-86.

1. La présentation des tableaux statistiques a de nouveau été modifiée, et ce, dans le but d'obtenir une uniformité avec les autres publications couvrant le secteur public.

2. Les revenus ne sont plus présentés selon la nature économique.

3. La catégorie remplace la nature économique définit dans la publication de l'année dernière. Quinze catégories sont maintenant utilisées et celles-ci sont présentées à l'annexe 1.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Décembre 1986

Les données contenues dans cette publication sont basées sur le système statistique de gestion des finances publiques[1] élaboré par la Division des institutions publiques de Statistique Canada. Tel que décrit dans la présentation, ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques.

Pour compléter ce système, les données concernant les dépenses sont présentées selon la catégorie pour démontrer de quelle façon est effectuée la dépense. Quinze catégories sont utilisées cette année et celles-ci remplacent le concept de nature économique utilisé l'an dernier.

Les données sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1984-85 et 1985-86. Par ailleurs, une série chronologique s'étendant sur dix ans présente, de façon agrégée, ces mêmes données pour la période allant de 1977-78 à 1986-87, cette dernière année étant basée sur des prévisions.

Pour les dépenses, ces prévisions sont basées sur le livre des Crédits[2]. Les prévisions incluses dans cette publication sont les mêmes que celles déjà publiées dans la publication trimestrielle[3] parue en novembre 1986. La prochaine publication trimestrielle, qui devrait paraître en septembre 1987, contiendra les prévisions pour l'année financière 1987-88. Par ailleurs, pour clarifier la présentation des données, nous présentons trois tableaux effectuant une réconciliation avec les données des Comptes publics.

Cette section contient également des tableaux de données sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1984-85 et 1985-86 et un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1985-86.

1. Le système statistique de gestion des finances publiques, Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.
2. Budget 1986-87, Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, Gouvernement du Québec, Conseil du trésor, 1er trimestre 1986.
3. Statistiques financières trimestrielles du gouvernement du Québec, 30 juin 1986, B.S.Q., novembre 1986.

LES REVENUS

Le total des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec atteint 29 200 914 000 $ en 1985-86, ce qui représente une augmentation de 8,7 % par rapport à l'année précédente.

L'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu domine avec 8 609 604 000 $ et une part relative de 29,5 %. Les transferts de l'administration fédérale fournissent 6 168 769 000 $ au gouvernement du Québec, soit 21,1 % de ses revenus. Les taxes à la consommation atteignent 5 281 024 000 $, ce qui constitue 18,1 % de l'ensemble des revenus. Enfin, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale se chiffrent à 3 549 277 000 $, ce qui représente une part relative de 12,5 %.

En ce qui concerne la répartition des revenus entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les revenus des ministères atteignent 24 458 172 000 $ alors que le total des fonds spéciaux se chiffre à 8 185 930 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 74,9 % et 25,1 % du total avant consolidation. Les éliminations atteignent 3 443 188 000 $ dont 85,7 % provient de transferts des ministères vers les fonds spéciaux.

LES DÉPENSES

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 2 206 108 000 $ en 1985-86 (7,8 %) passant de 28 112 053 000 $ à 30 318 161 000 $.

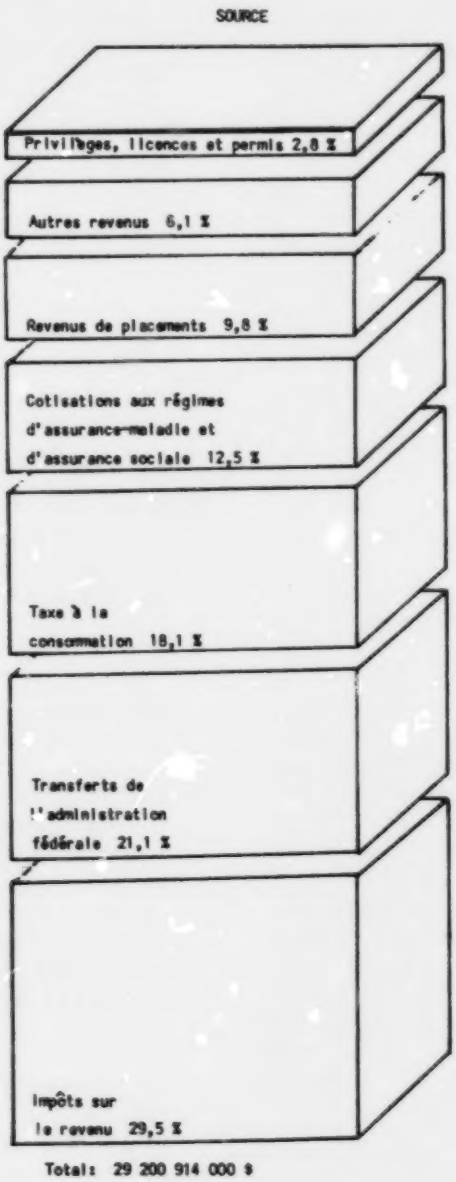
L'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre que les sommes allouées aux services sociaux sont les plus importantes en 1985-86, soit 24,3 % du total des dépenses avec un montant de 7 355 349 000 $.

Les dépenses relatives à l'éducation ainsi qu'à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 6 776 974 000 $ et à 6 299 949 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 22,4 % et 20,8 %. Enfin, avec des dépenses de 2 893 864 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction avec des déboursés supérieurs à deux milliards de dollars.

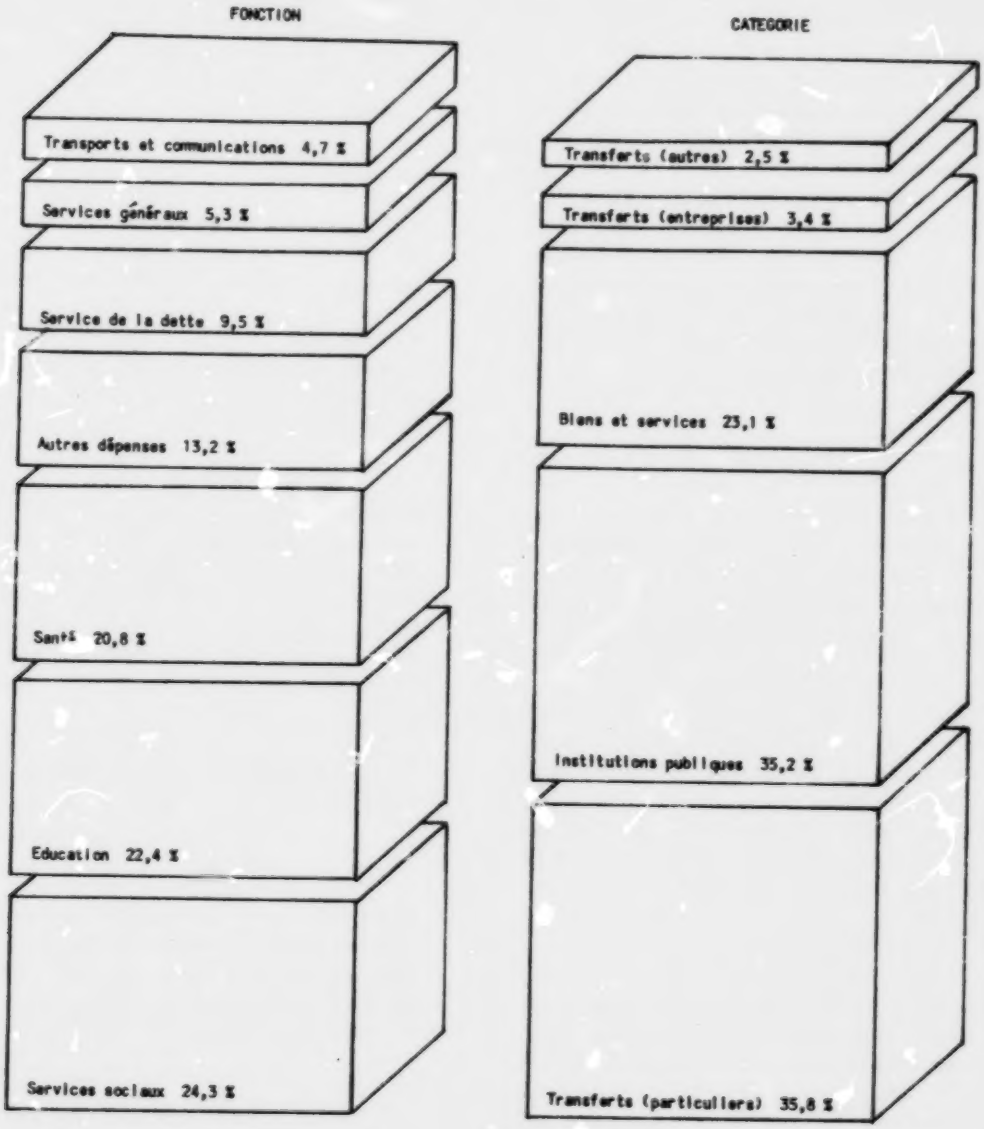
En ce qui regarde la répartition des dépenses entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les dépenses des ministères atteignent 26 394 233 000 $ alors que celles des fonds spéciaux se chiffrent à 7 051 919 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 78,9 % et 21,1 % du total avant consolidation. Les éliminations sont de 3 127 991 000 $ dont 1 948 951 000 $ ont trait à la santé.

L'analyse selon la catégorie démontre que les transferts aux particuliers représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec en 1985-86, avec un montant de 10 853 289 000 $, ce qui constitue 35,8 % du total.

Graphique 1.1
Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, 1985-86



Graphique 1.2
Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, 1985-86



Total: 30 318 161 000$

Viennent ensuite les transferts aux institutions publiques qui s'élèvent à 10 665 563 000 $, soit une part relative de 35,2 % et les dépenses en biens et services qui se chiffrent à 6 988 567 000 $, ce qui représente 23,1 % du total.

L'ACTIF

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 27 198 973 000 $ à la fin de l'exercice financier 1985-86, ce qui constitue une augmentation de 9,9 % par rapport aux données du 31 mars 1985. La répartition avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit: 9 992 049 000 $ pour les ministères et 19 202 374 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales, qui s'élève à 6 088 477 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

L'ensemble des effets à recevoir se chiffre à 2 012 995 000 $ dont 1 588 695 000 $ provient de l'impôt. Le total des effets à recevoir et celui des actions des entreprises publiques provinciales représente plus de 80 % du total de l'actif financier des ministères.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales constituent 83 % du total de leur actif financier. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par le dépôt des surplus de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

LE PASSIF

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 29 045 405 000 $ au 31 mars 1986 comparativement à 25 478 204 000 $ au 31 mars 1985. Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 25 524 359 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 5 516 496 000 $, et ce, avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire s'élève à 15 765 751 000 $, la dette relative aux obligations d'épargne atteint 2 729 551 000 $ et les bons du trésor ont un encours de 1 635 000 000 $. Ces trois postes représentent presque 80 % du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 2 183 704 000 $, ce qui représente 39,6 % de leur passif. L'ensemble des comptes à payer se chiffre à 647 073 000 $, soit 11,7 % du total, tandis que les avances reçues atteignent 622 720 000 $, soit une part relative de 11,3 %.

LA PROVENANCE ET L'UTILISATION DES FONDS

Au cours de l'exercice financier 1985-86, les fonds du gouvernement du Québec proviennent à 36,5 % de l'augmentation des obligations émises. La provenance totale de fonds est de 4 746 789 000 $.

Ces fonds servent principalement à augmenter l'encaisse et les dépôts de 3 047 949 000 $ et à éponger le déficit de 1 117 247 000 $.

L'ordre de présentation des tableaux statistiques a de nouveau été modifié en 1985-86, et ce, dans le but d'uniformiser les publications sur le secteur public. Nous revenons ainsi à la présentation en alternance des tableaux sur les revenus et les dépenses plutôt que de les présenter de façon groupée. Le lecteur est donc prié de tenir compte de ce changement lors d'éventuelle comparaison avec les publications antérieures.

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86

Source	1984-85		1985-86				Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres	20 585 735	76,6	18 219 905	5 207 489	492 685	22 934 709	78,5	2 338 974	11,3
Impôts sur le revenu	7 794 923	29,0	8 614 330	-	4 726	8 609 604	29,5	814 681	10,4
Des particuliers	7 422 495	27,6	8 204 020	-	-	8 204 020	28,1	781 525	10,5
Des corporations	372 428	1,4	410 310	-	4 726	405 584	1,4	33 156	8,9
Taxe à la consommation	4 440 644	16,5	5 282 774	-	1 750	5 281 024	18,1	840 380	18,9
Taxes générales de vente	2 486 246	9,2	3 084 795	-	1 750	3 083 045	10,6	596 799	24,0
Taxes sur les carburants	1 023 990	3,8	1 076 378	-	-	1 076 378	3,7	52 388	5,1
Taxes sur le tabac	484 852	1,8	640 547	-	-	640 547	2,2	155 695	32,1
Taxes afférentes aux champs de course	29 729	0,1	26 417	-	-	26 417	0,1	(3 312)	(11,1)
Taxes sur les repas et hôtels	303 393	1,1	327 719	-	-	327 719	1,1	24 326	8,0
Taxes sur les télécommunications	104 828	0,4	118 634	-	-	118 634	0,4	13 806	13,2
Autres taxes à la consommation	7 606	-	8 284	-	-	8 284	-	678	8,9
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	3 379 897	12,6	1 542 582	2 142 976	36 281	3 649 277	12,5	269 380	8,0
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 452 469	5,4	1 542 582	-	-	1 542 582	5,3	90 113	6,2
Cotisations aux caisses des accidents de travail	675 835	2,5	-	751 321	13 041	738 280	2,5	62 445	9,2
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 238 076	4,6	-	1 376 105	23 240	1 352 865	4,6	114 789	9,3
Cotisations à l'Office de la construction du Québec	13 517	-	-	15 550	-	15 550	-	2 033	15,0
Impôts divers	742 802	2,7	704 491	86 054	-	790 545	2,7	47 743	6,4
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	101 400	0,4	110 600	-	-	110 600	0,4	9 200	9,1
Impôts sur les successions	45 131	0,1	30 514	-	-	30 514	0,1	(14 617)	(32,4)
Impôts sur les dons	1 338	-	2 277	-	-	2 277	-	939	70,2
Autres taxes sur les corporations	523 400	1,9	561 100	-	-	561 100	1,9	37 700	7,2
Autres impôts	71 533	0,3	-	86 054	-	86 054	0,3	14 521	20,3
Revenus provenant des ressources naturelles	132 786	0,5	128 660	-	-	128 660	0,4	(4 126)	(3,1)
Chasse et pêche	16 470	-	17 864	-	-	17 864	0,1	1 394	8,5
Forêts	48 719	0,2	48 768	-	-	48 768	0,2	49	0,1
Mines	19 728	0,1	13 683	-	-	13 683	-	(6 045)	(30,6)
Pétrole et gaz naturel	131	-	115	-	-	115	-	(16)	(12,2)
Ressources hydrauliques	6 486	-	12 191	-	-	12 191	-	5 705	87,9
Autres	41 252	0,1	36 039	-	-	36 039	0,1	(5 213)	(12,6)
Privilèges, licences et permis	827 492	3,1	406 765	401 673	21	808 417	2,8	(19 075)	(2,3)
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	70 765	0,3	70 035	-	-	70 035	0,2	(730)	(1,0)
Véhicules automobiles	708 485	2,6	285 034	398 587	21	683 600	2,3	(24 885)	3,5
Autres	48 242	0,2	51 696	3 086	-	54 782	0,2	6 540	13,5
Ventes de biens et services	397 263	1,5	399 071	447 585	410 649	396 007	1,3	(1 256)	(0,3)
À d'autres administrations publiques	141 806	0,5	134 171	178	-	134 349	0,5	(7 457)	(5,2)
Formation de la main-d'oeuvre	141 656	0,5	134 171	-	-	134 171	0,5	(7 485)	(5,3)
Autres	150	-	-	178	-	178	-	28	18,6
À la collectivité	255 457	1,0	224 900	447 407	410 649	261 658	0,9	6 201	2,4
Locations	23 391	0,1	17 719	307 847	299 414	26 152	0,1	2 761	11,8
Services récréatifs et culturels	9 204	-	-	9 321	-	9 321	-	117	1,3
Autres	222 862	0,8	207 181	130 239	111 235	226 185	0,8	3 323	1,5
Revenus de placements	2 429 140	9,0	812 013	2 089 030	33 062	2 867 981	9,8	438 841	18,0
Provenant des entreprises publiques propres	747 822	2,8	730 988	-	-	730 988	2,5	(16 834)	(2,2)
Hydro-Québec	155 837	0,6	-	-	-	-	-	(155 837)	(110,0)
Société des alcools	351 985	1,3	354 988	-	-	354 988	1,2	3 003	0,8
Société des loteries et courses	240 000	0,9	376 000	-	-	376 000	1,3	136 000	56,7
Autres revenus de placements	1 681 318	6,3	81 025	2 089 030	33 062	2 136 993	7,3	455 675	27,1
Intérêts	1 674 512	6,2	73 905	2 086 972	33 062	2 127 815	7,3	453 303	27,1
Dividendes	2 376	-	-	-	-	-	-	(2 376)	(100,0)
Bénéfices des opérations en devises étrangères	1 379	-	3 338	-	-	3 338	-	1 959	142,0
Autres	3 051	-	3 782	2 058	-	5 840	-	2 789	91,4

Tableau 2.1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86

Source	1984-85		1985-86					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Autres revenus de sources propres	450 788	1,7	369 219	40 171	6 196	403 194	1,4	(47 594)	(10,6)
Contributions de certains organismes au RREGOP	664	—	802	-	-	802	—	138	20,8
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	168 021	0,6	170 128	-	6 196	163 932	0,6	(4 089)	(2,4)
Intérêts et pénalités sur les impôts	195 639	0,7	156 467	-	-	156 467	0,5	(39 172)	(20,0)
Amendes et autres pénalités	39 379	0,1	41 822	1 715	-	43 537	0,1	4 158	10,5
Autres revenus divers	47 085	0,2	-	38 456	-	38 456	0,1	(8 629)	(18,3)
Transferts	**6 274 233**	**23,3**	**6 238 267**	**2 978 441**	**2 950 503**	**6 266 205**	**21,4**	**(8 028)**	**(0,1)**
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques	2 993 763	11,1	2 751 230	2 950 503	2 950 503	2 751 230	9,4	(242 533)	(8,1)
Transferts de l'administration fédérale	2 993 763	11,1	2 751 230	-	-	2 751 230	9,4	(242 533)	(8,1)
Subventions statutaires	4 603	—	4 603	-	-	4 603	—	-	-
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	26 863	-	-	26 863	0,1	26 863	100,0
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	39	—	1	-	-	1	—	(38)	(97,4)
Péréquation	3 101 621	11,5	2 854 147	-	-	2 854 147	9,8	(247 474)	(8,0)
Accord de réciprocité fiscale	57 747	0,2	62 010	-	-	62 010	0,2	4 263	7,4
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(170 247)	(0,6)	(196 394)	-	-	(196 394)	(0,7)	(26 147)	(15,3)
Transferts des ministères québécois	-	-	-	2 950 503	2 950 503	-	-	-	-
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises	3 280 470	12,2	3 487 037	27 938	-	3 514 975	12,0	234 505	7,1
Transferts de l'administration fédérale	3 177 448	11,8	3 389 841	27 698	-	3 417 539	11,7	240 091	7,6
Services généraux	2 495	—	722	4 181	-	4 903	—	2 408	96,5
Protection de la personne et de la propriété	11 759	—	21 527	-	-	21 527	—	9 768	83,1
Transports et communications	22 444	0,1	16 271	-	-	16 271	—	(6 173)	(27,5)
Santé	1 365 729	5,1	1 475 902	-	-	1 475 902	5,0	110 173	8,1
Services sociaux	1 147 849	4,3	1 198 297	22 117	-	1 220 414	4,2	72 565	6,3
Education	568 810	2,1	600 023	-	-	600 023	2,0	31 213	5,5
Ressources naturelles	11 207	—	26 346	-	-	26 346	0,1	15 139	135,1
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	25 628	0,1	32 452	-	-	32 452	0,1	6 824	26,6
Environnement	4 269	0,0	4 446	-	-	4 446	—	177	4,1
Loisirs et culture	2 864	—	1 187	1 400	-	2 587	—	(277)	(9,7)
Travail, emploi et immigration	1 194	—	1 178	-	-	1 178	—	(16)	(1,3)
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	13 200	—	11 490	-	-	11 490	—	(1 710)	(12,9)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts des entreprises publiques fédérales	102 822	0,4	97 195	-	-	97 195	0,3	(5 626)	(5,5)
Transferts des administrations locales	200	—	-	240	-	240	—	40	20,0
Total des revenus généraux bruts	**26 889 988**	**100,0**	**24 458 172**	**8 185 950**	**3 443 188**	**29 200 914**	**100,0**	**2 330 946**	**8,7**
Total des dépenses générales brutes	**28 112 053**	**100,0**	**26 394 233**	**7 051 919**	**3 127 981**	**30 318 161**	**100,0**	**2 206 108**	**7,8**
Surplus (Déficit)	**(1 242 065)**	**-**	**(1 936 061)**	**1 134 011**	**315 197**	**(1 117 247)**	**-**	**124 838**	**10,0**

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86

Fonction	1984-85		1985-86					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Services généraux	**1 369 937**	**4,9**	**1 301 700**	**373 367**	**72 028**	**1 603 039**	**5,3**	**233 102**	**17,0**
Exécutif et législatif	84 766	0,3	118 347	-	618	117 729	0,4	32 963	38,9
Gestion	769 079	2,7	629 014	365 332	63 104	931 242	3,1	162 163	21,1
Pensions versées en vertu du RREGOP	31 539	0,1	33 171	-	-	33 171	0,1	1 632	0,5
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	376 968	1,3	417 040	6 196	6 196	417 040	1,4	40 072	10,6
Autres	107 585	0,4	104 128	1 839	2 110	103 857	0,3	(3 728)	(3,5)
Protection de la personne et de la propriété	**703 989**	**2,5**	**766 540**	**71 003**	**3 348**	**834 195**	**2,8**	**130 226**	**18,5**
Cours de justice	89 202	0,3	95 344	-	-	95 344	0,3	6 142	6,9
Correction et réhabilitation	99 411	0,4	104 796	-	-	104 796	0,3	5 385	5,4
Police	277 675	1,0	290 836	-	750	290 086	1,0	12 411	4,5
Lutte contre les incendies	1 689	--	1 625	-	-	1 625	--	(64)	(3,8)
Protection du consommateur	29 442	0,1	36 030	-	-	36 030	0,1	6 588	22,4
Services de réglementations	63 728	0,2	70 068	23 303	75	93 296	0,3	29 568	46,4
Autres	142 822	0,5	167 841	47 700	2 523	213 018	0,7	70 196	49,1
Transports et communications	**1 419 407**	**5,0**	**1 408 213**	**69 987**	**62 760**	**1 415 440**	**4,7**	**(3 967)**	**(0,3)**
Transport aérien	15 357	--	15 776	826	-	16 602	0,1	1 245	8,1
Transport routier	834 255	3,0	868 300	2 664	1 476	869 488	2,9	35 233	4,2
Transport en commun	366 947	1,3	390 860	-	-	390 860	1,3	23 913	6,5
Transport par eau	9 466	--	15 338	-	-	15 338	0,1	5 872	62,0
Télécommunications	128 383	0,5	72 980	66 497	61 284	78 193	0,3	(50 190)	(39,1)
Autres	64 999	0,2	44 959	-	-	44 959	0,1	(20 040)	(30,8)
Santé	**5 906 726**	**21,0**	**6 186 330**	**2 062 570**	**1 948 951**	**6 299 949**	**20,8**	**393 223**	**6,7**
Soins hospitaliers	3 772 726	13,4	3 953 949	105 110	173 436	3 885 623	12,8	112 897	2,3
Soins médicaux	1 725 057	6,1	1 752 225	1 921 257	1 752 225	1 921 257	6,3	196 200	11,4
Soins préventifs	326 668	1,2	387 955	36 203	23 290	400 868	1,3	74 200	22,7
Autres	82 275	21,0	92 201	-	-	92 201	0,3	9 926	12,1
Services sociaux	**6 848 819**	**24,4**	**4 270 427**	**3 211 952**	**127 030**	**7 355 349**	**24,3**	**506 530**	**7,4**
Sécurité sociale	2 874 616	10,2	275 392	2 918 665	27 215	3 166 842	10,4	292 226	10,2
Régime de rentes du Québec	1 661 486	5,9	1 361	1 957 527	21 797	1 937 091	6,4	275 605	16,6
Assurance-chômage	36 206	0,1	35 118	-	-	35 118	0,1	(1 088)	(3,0)
Accidents de travail	758 970	2,7	5 418	794 708	5 418	794 708	2,6	35 738	4,7
Supplément au revenu du travail	25 510	0,1	22 319	-	-	22 319	0,1	(3 191)	(12,5)
Allocations de maternité	9 334	--	9 284	-	-	9 284	--	(50)	(0,5)
Allocations familiales	199 939	0,7	201 892	-	-	201 892	0,7	1 953	1,0
Indemnisation des accidents de véhicules	183 171	0,7	-	166 430	-	166 430	0,5	(16 741)	(9,1)
Bien-être social	3 974 203	14,1	3 995 035	293 287	99 815	4 188 507	13,8	214 304	5,4
Assistance sociale	2 021 511	7,2	2 158 109	31 895	9 336	2 180 668	7,2	159 157	7,9
Service de bien-être	1 364 602	4,9	1 386 525	110 878	62 545	1 434 858	4,7	70 256	5,1
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	15 857	-	15 857	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	24 480	0,1	33 511	-	-	33 511	0,1	9 031	36,9
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	319 920	1,1	263 833	-	-	263 833	0,9	(56 087)	(17,5)
Autres services sociaux	243 690	0,9	137 200	150 514	12 077	275 637	0,9	31 947	13,1
Éducation	**6 258 880**	**22,4**	**6 874 687**	**3 433**	**101 146**	**6 776 974**	**22,4**	**517 075**	**8,3**
Élémentaire et secondaire	3 928 242	14,0	4 450 629	2 563	63 864	4 389 328	14,5	461 086	11,7
Collégial	943 707	3,4	959 580	-	4 980	954 600	3,1	10 893	1,2
Universitaire	1 122 801	4,0	1 226 084	-	32 119	1 193 965	3,9	71 164	6,3
Services particuliers de recyclage	187 362	0,7	236 013	-	-	236 013	0,8	48 651	26,0
Autres	77 787	0,2	2 381	870	183	3 068	--	(74 719)	(96,1)

Tableau 2.2 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, par composante, Québec, 1984-85 et 1985-86

Fonction	1984-85		1985-86					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**1 162 575**	**4,1**	**1 253 382**	**419 839**	**381 124**	**1 292 017**	**4,3**	**129 442**	**11,1**
Agriculture	413 333	1,5	455 662	265 728	214 641	506 749	1,7	93 416	22,6
Chasse et pêche	75 469	0,3	71 443	56	150	71 349	0,2	(4 120)	(5,5)
Forêts	194 018	0,7	215 038	1 980	4 093	212 925	0,7	18 907	9,7
Mines	58 222	0,2	66 472	-	-	66 472	0,2	8 250	14,2
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	62 339	0,2	79 154	19 908	22 728	76 334	0,3	13 995	22,4
Commerce et industrie	289 072	1,0	291 807	124 609	136 155	280 261	0,9	(8 811)	(3,0)
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	70 122	0,2	73 726	7 558	3 357	77 927	0,3	7 805	11,1
Environnement	**188 303**	**0,7**	**218 366**	**13 345**	**26 524**	**205 187**	**0,7**	**16 884**	**9,0**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	144 875	0,5	177 954	13 291	26 524	164 721	0,5	19 846	13,7
Contrôle de la pollution	20 476	0,1	14 328	-	-	14 328	--	(6 148)	(30,0)
Autres	22 952	0,1	26 084	54	-	26 138	0,1	3 186	13,9
Loisirs et culture	**347 171**	**1,2**	**357 895**	**65 980**	**44 113**	**379 772**	**1,3**	**32 601**	**9,4**
Loisirs	176 691	0,6	166 569	698	236	167 031	0,6	(9 660)	(5,5)
Culture	148 521	0,5	189 862	54 015	43 877	200 000	0,7	51 479	34,7
Autres	21 959	0,1	1 464	11 277	-	12 741	--	(9 218)	(42,0)
Travail, emploi et immigration	**270 870**	**1,0**	**197 624**	**48 511**	**5 154**	**240 981**	**0,8**	**(29 889)**	**(11,0)**
Travail et emploi	243 233	0,9	169 036	48 511	5 154	212 393	0,7	(30 840)	(12,7)
Immigration	27 637	0,1	28 588	-	-	28 588	0,1	951	3,4
Logement	**289 824**	**1,0**	**311 903**	**321 702**	**316 361**	**317 244**	**1,0**	**27 420**	**9,5**
Opérations relatives au logement	202 490	0,7	311 903	255 723	316 361	251 265	0,8	48 775	24,1
Aide au logement	87 334	0,3	-	65 979	-	65 979	0,2	(21 355)	(24,5)
Planification et aménagement des régions	**138 179**	**0,5**	**124 164**	**4 870**	**6 002**	**123 032**	**0,4**	**(15 147)**	**(11,0)**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	23 012	0,1	29 626	310	-	29 936	0,1	6 924	30,1
Aménagement des régions	77 906	0,3	56 902	4 560	6 002	55 460	0,2	(22 446)	(28,8)
Autres	37 261	0,1	37 636	-	-	37 636	0,1	375	1,0
Établissements de recherche	**-**	**-**	**37 087**	**34 720**	**10 089**	**61 698**	**0,2**	**61 698**	**-**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**285 584**	**1,0**	**259 173**	**44 106**	**-**	**303 279**	**1,0**	**17 715**	**6,2**
Subventions en remplacement d'impôt	270 964	1,0	245 861	-	-	245 861	0,8	(25 103)	(9,3)
Autres	14 600	--	13 312	44 106	-	57 418	0,2	42 818	293,3
Transferts aux entreprises propres	**285 008**	**1,0**	**216 141**	**-**	**-**	**216 141**	**0,7**	**(68 867)**	**(24,2)**
Service de la dette	**2 635 802**	**9,4**	**2 610 701**	**306 524**	**23 361**	**2 893 864**	**9,5**	**258 062**	**9,8**
Intérêts	2 556 148	9,1	2 545 910	300 821	23 361	2 823 370	9,3	267 222	10,5
Autres	79 654	0,3	64 791	5 703	-	70 494	0,2	(9 160)	(11,5)
Total des dépenses générales brutes	**28 112 053**	**100,0**	**26 394 253**	**7 051 919**	**3 127 991**	**30 318 161**	**100,0**	**2 206 108**	**7,8**
Total des revenus généraux bruts	**26 869 968**	**100,0**	**24 458 172**	**8 185 930**	**3 443 188**	**29 200 914**	**100,0**	**2 330 946**	**8,7**
Surplus (Déficit)	**(1 242 085)**	**-**	**(1 936 081)**	**1 134 011**	**315 197**	**(1 117 247)**	**-**	**124 838**	**10,0**

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, Québec, 1985-86

Fonction	Catégorie							
	Biens et services		Transferts				Autres dépenses	Total
	Traitements et salaires	Autres	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales		
	'000 $							
Services généraux	**500 755**	**616 855**	**467 825**	**10 022**	**5 386**	**103**	**2 093**	**1 603 059**
Exécutif et législatif	54 188	61 500	1 199	842	-	-	-	117 729
Gestion	399 466	514 055	8 401	6 694	430	103	2 093	931 242
Pensions versées en vertu du RREGOP	-	-	33 171	-		-	-	33 171
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	-	-	417 040	-	-	-	-	417 040
Autres	47 101	41 300	8 014	2 486	4 956	-	-	103 857
Protection de la personne et de la propriété	**526 459**	**241 918**	**52 756**	**376**	**62**	**12 624**	**-**	**834 195**
Cours de justice	79 530	15 814	-	-	-	-	-	95 344
Correction et réhabilitation	83 213	19 933	1 358	230	62	-	-	104 796
Police	223 816	65 492	778	-	-	-	-	290 086
Lutte contre les incendies	1 201	399	-	-	-	26	-	1 625
Protection du consommateur	23 946	11 266	642	146	-	30	-	36 030
Services de réglementations	58 713	33 428	152	-	-	3	-	93 296
Autres	55 040	95 587	49 826	-	-	12 565	-	213 018
Transports et communications	**222 497**	**740 354**	**696**	**271 557**	**25**	**180 311**	**-**	**1 415 440**
Transport aérien	1 313	14 137	-	1 152	-	-	-	16 602
Transport routier	150 194	661 455	204	422	-	57 213	-	869 488
Transport en commun	1 630	12 808	274	253 383	-	122 765	-	390 860
Transport par eau	759	3 515	110	10 652	25	277	-	15 338
Télécommunications	36 896	35 281	18	5 948	-	50	-	78 193
Autres	31 705	13 158	90	-	-	6	-	44 959
Santé	**57 859**	**2 005 488**	**119 995**	**650**	**4 115 957**	**-**	**-**	**6 299 949**
Soins hospitaliers	-	105 110	82 921	-	3 697 592	-	-	3 885 623
Soins médicaux	37 302	1 883 955	-	-	-	-	-	1 921 257
Soins préventifs	435	7 174	12 106	-	381 153	-	-	400 868
Autres	20 122	9 249	24 968	650	37 212	-	-	92 201
Services sociaux	**277 860**	**293 089**	**5 569 882**	**59 669**	**1 154 849**	**-**	**-**	**7 355 349**
Sécurité sociale	137 747	78 700	2 950 395	-	-	-	-	3 166 842
Régime de rentes du Québec	22 840	15 269	1 898 982	-	-	-	-	1 937 091
Assurance-chômage	35 118	-	-	-	-	-	-	35 118
Accidents de travail	79 789	63 431	651 488	-	-	-	-	794 708
Supplément au revenu du travail	-	-	22 319	-	-	-	-	22 319
Allocations de maternité	-	-	9 284	-	-	-	-	9 284
Allocations familiales	-	-	201 892	-	-	-	-	201 892
Indemnisation des accidents de véhicules	-	-	166 430	-	-	-	-	166 430
Bien-être social	140 113	214 389	2 619 487	59 669	1 154 849	-	-	4 188 507
Assistance sociale	-	-	2 180 668	-	-	-	-	2 180 668
Service de bien-être	40 133	85 360	155 372	35 155	1 118 838	-	-	1 434 858
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	8 723	24 470	318	-	-	-	-	33 511
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	-	239 969	23 864	-	-	-	263 833
Autres services sociaux	91 257	104 559	43 160	650	36 011	-	-	275 637
Éducation	**39 713**	**51 880**	**1 385 053**	**677**	**5 381 701**	**-**	**-**	**6 776 974**
Elémentaire et secondaire	19 879	39 354	199 248	247	4 130 600	-	-	4 389 328
Collégial	9 101	5 515	192 715	-	747 269	-	-	954 600
Universitaire	9 101	5 517	802 000	22	377 325	-	-	1 193 965
Services particuliers de recyclage	-	28	109 070	408	126 507	-	-	236 013
Autres	1 632	1 436	-	-	-	-	-	3 068

Tableau 2.3 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction et la catégorie, Québec, 1985-86

Fonction	Catégorie							
	Biens et services		Transferts				Autres dépenses	Total
	Traitements et salaires	Autres	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Administrations locales		
	'000 $							
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**345 087**	**287 551**	**175 161**	**460 542**	**3 943**	**19 733**	**-**	**1 292 017**
Agriculture	106 803	49 904	164 967	184 499	576	-	-	506 749
Chasse et pêche	41 438	15 395	754	10 817	-	2 945	-	71 349
Forêts	62 905	92 372	126	57 023	499	-	-	212 925
Mines	11 084	11 131	-	44 257	-	-	-	66 472
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	22 972	40 194	6 527	3 156	-	3 485	-	76 334
Commerce et industrie	59 142	44 051	2 106	159 233	2 511	13 218	-	280 261
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	40 743	34 504	681	1 557	357	85	-	77 927
Environnement	**44 003**	**41 832**	**1 228**	**1 012**	**98**	**117 014**	**-**	**205 187**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	22 877	28 070	-	20	-	113 754	-	164 721
Contrôle de la pollution	6 130	3 725	1 148	992	-	2 333	-	14 328
Autres	14 996	10 037	80	-	98	927	-	26 138
Loisirs et culture	**103 965**	**111 266**	**43 400**	**56 150**	**405**	**64 586**	**-**	**379 772**
Loisirs	57 054	46 856	19 386	4 632	152	38 951	-	167 031
Culture	44 811	63 460	24 013	41 828	253	25 635	-	200 000
Autres	2 100	950	1	9 690	-	-	-	12 741
Travail, emploi et immigration	**163 172**	**38 478**	**18 646**	**20 489**	**35**	**181**	**-**	**240 981**
Travail et emploi	144 534	32 311	14 963	20 404	-	181	-	212 393
Immigration	18 638	6 167	3 683	65	35	-	-	28 588
Logement	**15 681**	**137 832**	**242 461**	**(112 202)**	**-**	**33 472**	**-**	**317 244**
Opérations relatives au logement	15 681	137 832	176 482	(112 202)	-	33 472	-	251 265
Aide au logement	-	-	65 979	-	-	-	-	65 979
Planification et aménagement des régions	**32 188**	**12 480**	**1 607**	**31 077**	**523**	**45 157**	**-**	**123 032**
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 447	377	728	492	-	25 892	-	29 936
Aménagement des régions	13 386	4 670	879	30 585	523	5 417	-	55 460
Autres	16 355	7 433	-	-	-	13 848	-	37 636
Établissements de recherche	**6 037**	**3 860**	**33 191**	**16 051**	**2 579**	**-**	**-**	**61 698**
Transferts à des fins générales aux administrations locales	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**305 279**	**-**	**305 279**
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	-	245 861	-	245 861
Autres	-	-	-	-	-	57 418	-	57 418
Transferts aux entreprises propres	**-**	**-**	**-**	**216 141**	**-**	**-**	**-**	**216 141**
Service de la dette	**-**	**70 438**	**2 823 408**	**-**	**-**	**-**	**18**	**2 893 864**
Intérêts	-	-	2 823 352	-	-	-	18	2 823 370
Autres	-	70 438	56	-	-	-	-	70 494
Total	**2 335 276**	**4 653 291**	**10 853 289**	**1 032 171**	**10 665 563**	**776 460**	**2 111**	**30 318 161**

Tableau 2.4
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986

Actif	31 mars 1985				31 mars 1986			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Encaisse et dépôts	**629 270**	**13 094 394**	**-**	**13 723 864**	**622 368**	**16 149 245**	**-**	**16 771 613**
Encaisse	69 840	51 353	-	121 193	32 609	40 352	-	72 961
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	12 781 148	-	12 781 148	-	15 941 204	-	15 941 204[1]
Dépôts dans les banques à charte	374 510	249 876	-	624 386	369 759	156 608	-	526 367
Dépôts dans d'autres institutions financières	184 920	12 017	-	196 937	220 000	11 081	-	231 081
Effets à recevoir	**1 863 504**	**1 121 875**	**539 785**	**2 445 594**	**2 012 995**	**1 887 708**	**1 003 843**	**2 896 860**
Impôts	1 482 098	79 052	-	1 561 150	1 588 695	119 775	-	1 708 470
Intérêts	24 424	379 305	-	403 729	19 932	571 050	-	590 982
Comptes clients	42 006	28 530	-	70 536	65 695	28 009	-	93 704
Administrations publiques	154 401	534 957	539 785	149 573	197 057	1 035 059	1 003 843	228 273
Administration fédérale	118 225	998	-	119 223	151 585	424	-	152 009
Administration provinciale	36 176	503 609	539 785	-	45 472	958 371	1 003 843	-
Administrations locales	-	30 350	-	30 350	-	76 264	-	76 264
Entreprises publiques	52 000	79 398	-	131 398	29 000	55 114	-	84 114
Entreprises fédérales	-	79 398	-	79 398	-	53 143	-	53 143
Entreprises provinciales	52 000	-	-	52 000	29 000	1 971	-	30 971
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	108 575	20 633	-	129 208	112 616	78 701	-	191 317
Avances	**1 019 566**	**217 331**	**781 186**	**455 711**	**714 788**	**245 476**	**484 739**	**475 525**
Aux administrations publiques	790 976	-	781 186	9 790	495 044	-	484 739	10 305
Administration provinciale	783 961	-	781 186	2 775	487 514	-	484 739	2 775
Gouvernement du Québec	781 186	-	781 186	-	484 739	-	484 739	-
Institutions publiques	2 775	-	-	2 775	2 775	-	-	2 775
Administrations locales	7 015	-	-	7 015	7 530	-	-	7 530
Entreprises publiques	117 193	296	-	117 489	108 649	-	-	108 649
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	117 193	296	-	117 489	108 649	-	-	108 649
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	66 671	6	-	66 677	72 321	-	-	72 321
Entreprises privées	39 619	191 314	-	230 933	33 667	232 807	-	266 474
Universités	5 107	-	-	5 107	5 107	-	-	5 107
Autres	-	25 715	-	25 715	-	12 669	-	12 669
Titres	**6 473 165**	**2 699 811**	**1 108 782**	**8 064 194**	**6 639 688**	**802 311**	**491 720**	**6 950 279**
Bons du trésor	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	394 985	1 279 929	907 869	767 045	406 684	63 836	347 193	123 327
Administrations publiques	390 265	820 845	907 869	303 241	406 544	47 165	347 193	106 516
Administration fédérale	-	73 097	-	73 097	-	-	-	-
Administration provinciale	327 549	667 228	907 869	86 908	345 781	46 686	347 193	45 274
Gouvernement du Québec	327 549	580 320	907 869	-	345 781	1 412	347 193	-
Institutions publiques	-	83 420	-	83 420	-	45 274	-	45 274
Autres provinces	-	3 488	-	3 488	-	-	-	-
Administrations locales	62 716	80 520	-	143 236	60 763	479	-	61 242
Entreprises publiques	4 720	177 549	-	182 269	140	400	-	540
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	4 720	177 549	-	182 269	140	400	-	540
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur privé	-	281 535	-	281 535	-	16 271	-	16 271
Entreprises	-	120 331	-	120 331	-	-	-	-
Universités	-	18 280	-	18 280	-	-	-	-
Autres	-	142 924	-	142 924	-	16 271	-	16 271
Actions	6 078 180	601 453	200 913	6 478 720	6 233 004	32 374	144 527	6 120 851
Administration publique provinciale	200 913	-	200 913	-	144 527	-	144 527	-
Entreprises publiques provinciales	5 877 265	11 488	-	5 888 753	6 088 477	-	-	6 088 477
Entreprises privées	2	589 965	-	589 967	-	32 374	-	32 374

Tableau 2.4 (suite)
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986

Actif	31 mars 1985				31 mars 1986			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Hypothèques et contrats de vente	-	764 040	-	764 040	-	667 551	-	667 551
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	524 084	-	524 084	-	520 911	-	520 911
Autres	-	239 956	-	239 956	-	146 640	-	146 640
Autres titres	-	54 389	-	54 389	-	38 550	-	38 850
Autres actifs financiers	**2 210**	**62 145**	**15 445**	**48 910**	**2 210**	**117 634**	**15 148**	**104 696**
Administration provinciale	-	15 445	15 445	-	-	15 148	15 148	-
Autres	2 210	46 700	-	48 910	2 210	102 486	-	104 696
Total	**9 987 715**	**17 195 558**	**2 445 198**	**24 738 073**	**9 982 049**	**19 202 374**	**1 985 450**	**27 198 973**

1. Les dépôts de la CSST à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont dorénavant classés à ce poste. Auparavant, ils étaient ventilés selon l'utilisation qui en était faite.

Tableau 2.5
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986

Passif	31 mars 1985				31 mars 1986			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**312 961**	**477 863**	**-**	**790 824**	**351 011**	**833 894**	**-**	**1 184 815**
Découverts bancaires	312 961	89 439	-	402 400	351 011	104 183	-	455 194
Emprunts bancaires	-	220 346	-	220 346	-	568 303	-	568 303
Autres institutions financières	-	168 078	-	168 078	-	161 118	-	161 118
Effets à payer	**2 330 891**	**570 195**	**251 716**	**2 649 170**	**2 901 588**	**647 875**	**337 911**	**2 810 721**
Titres échus en circulation	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	1 020 402	81 882	-	1 102 284	1 101 304	87 960	-	1 189 264
Comptes-fournisseurs	230 000	332 582	-	562 582	235 900	356 918	-	592 818
Administrations publiques	903 654	36 272	251 716	688 210	937 489	45 530	337 911	645 108
Administration fédérale	-	20	-	20	-	58	-	58
Administration provinciale	478 240	36 245	251 716	262 769	492 039	45 472	337 911	199 600
Gouvernement du Québec	215 540	36 176	251 716	-	292 439	45 472	337 911	-
Institutions publiques	262 700	69	-	262 769	199 600	-	-	199 600
Administrations locales	425 414	7	-	425 421	445 450	-	-	445 450
Entreprises publiques	10 046	-	-	10 046	8 931	-	-	8 931
Entreprises provinciales	10 046	-	-	10 046	8 931	-	-	8 931
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	166 589	119 459	-	286 048	217 935	156 665	-	374 600
Universalités	20 400	-	-	20 400	18 500	-	-	18 500
Autres	146 189	119 459	-	265 647	199 435	156 665	-	356 100
Avances	**385 550**	**962 290**	**826 746**	**521 094**	**382 810**	**622 720**	**550 109**	**455 421**
Administrations publiques	344 359	851 210	826 746	368 823	342 165	550 109	550 109	342 165
Administration fédérale	344 359	24 464	-	368 823	342 165	-	-	342 165
Administration provinciale	-	826 746	826 746	-	-	550 109	550 109	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	38 391	62 005	-	100 396	37 845	61 864	-	99 709
Entreprises fédérales	38 391	62 005	-	100 396	37 845	61 864	-	99 709
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques à charte	2 800	38 675	-	41 475	-	-	-	-
Autres institutions financières	-	10 400	-	10 400	-	7 600	-	7 600
Autres	-	-	-	-	2 800	3 147	-	5 947
Bons du trésor	**1 405 000**	**-**	**-**	**1 405 000**	**1 635 000**	**-**	**-**	**1 635 000**
Obligations d'épargne	**2 686 929**	**-**	**-**	**2 686 929**	**2 729 551**	**-**	**-**	**2 729 551**
Obligations	**14 744 010**	**1 731 716**	**1 036 208**	**15 439 518**	**15 765 751**	**2 183 784**	**776 097**	**17 173 358**
Administrations publiques	1 017 743	128 339	1 036 208	109 874	763 021	128 742	776 097	115 666
Régime de pensions du Canada	109 874	-	-	109 874	115 666	-	-	115 666
Administration provinciale	907 869	128 339	1 036 208	-	647 355	128 742	776 097	-
Entreprises provinciales	5 259 019	-	-	5 259 019	5 425 585	-	-	5 425 585
A la collectivité	8 467 248	1 603 377	-	10 070 625	9 577 145	2 054 962	-	11 632 107
Au Canada	4 487 192	1 603 377	-	6 090 569	5 150 482	2 054 962	-	7 205 444
Aux Etats-Unis	2 397 402	-	-	2 397 402	2 483 853	-	-	2 483 853
A des pays étrangers autres que les Etats-Unis	1 582 654	-	-	1 582 654	1 942 810	-	-	1 942 810
Autres titres	**1 636 365**	**315 696**	**160 303**	**1 793 758**	**2 056 726**	**513 319**	**111 503**	**2 458 542**
Administration provinciale	-	160 303	160 303	-	-	111 503	111 503	-
Entreprises publiques provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 636 365	155 393	-	1 793 758	2 056 726	401 816	-	2 458 542
Dépôts	**54 380**	**23 759**	**-**	**78 139**	**56 343**	**24 147**	**-**	**80 490**
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	54 380	23 759	-	78 139	56 343	24 147	-	80 490

Tableau 2.5 (suite)
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1985 et 1986

Passif	31 mars 1985				31 mars 1986			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $				'000 $			
Autres créances	5 694	298 385	170 225	133 772	45 608	691 929	219 830	517 707
Administrations publiques	5 694	225	225	5 694	5 374	15 095	15 095	5 374
Administration provinciale	-	225	225	-	-	15 095	15 095	-
Administrations locales	5 694	-	-	5 694	5 374	-	-	5 374
Autres	-	298 078	170 000	128 078	40 234	676 834	204 735	512 333
Revenus différés	-	267 444	-	267 444	-	387 785	-	387 785
Autres	-	30 634	170 000	(139 366)	40 234	289 049	204 735	124 548
Total	25 543 580	4 379 822	2 445 198	25 478 204	25 524 388	5 516 406	1 985 450	29 045 485
Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)	(13 585 865)	12 815 734	-	(740 131)	(15 532 310)	13 686 878	-	(1 846 432)

Tableau 2.6
Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, Québec, 1985-86

	1985-86
	'000 $
Provenance des ressources financières	4 746 789
Variation de l'actif financier	1 113 915
Diminution dans les obligations détenues du secteur privé	265 264
Diminution dans les obligations détenues des administrations publiques	195 725
Diminution dans les obligations détenues des entreprises publiques	181 729
Diminution des hypothèques et contrats de vente détenus	56 489
Diminution dans les actions détenues	357 869
Diminution des autres titres detenus	15 839
Variation du passif	3 632 874
Augmentation des emprunts auprès d'institutions financières	393 791
Augmentation des effets à payer	161 551
Augmentation des bons du trésor émis	230 000
Augmentation des obligations d'épargne émises	62 622
Augmentation des obligations émises	1 753 840
Augmentation des autres titres émis	664 784
Augmentation des dépôts dus	2 351
Augmentation des autres créances dues	383 935
Utilisation des ressources financières	3 640 488
Variation de l'actif financier	3 574 815
Augmentation de l'encaisse et des dépôts	3 047 949
Augmentation des avances versées	19 814
Augmentation dans les effets à recevoir	451 266
Augmentation des autres actifs financiers	55 786
Variation du passif	65 673
Diminution des avances reçues	65 673
Provenance nette des fonds	1 106 301
Déficit selon la gestion financière	1 117 247
Révision des bilans 1985	(10 946)

Tableau 2.7
Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1985-86

	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Revenus généraux bruts	**24 498 172**	**8 185 938**	**32 684 102**
Revenus bruts du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	24 080 778	8 313 179[1]	32 393 957
Ajustements	377 394	(127 249)	250 145
Postes ne constituant pas des revenus	-	(1 593)	(1 593)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(60 320)	(125 656)	(185 976)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(58 217)	-	(58 217)
Taxe spéciale sur le tabac	105 721	-	105 721
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	170 930	-	170 930
Impôts fonciers	129 624	-	129 624
Allocation de disponibilité	110 345	-	110 345
Autres ajustements	(20 689)	-	(20 689)
Éliminations	**(115 051)**	**(3 328 137)**	**(3 443 188)**
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec	(115 051)	(3 328 137)	(3 443 188)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	(115 051)	-	(115 051)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	-	(3 291 856)	(3 291 856)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	-	(36 281)	(36 281)
Total	**24 383 121**	**4 857 785**	**29 208 914**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.8
Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1985-86

	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Dépenses générales brutes	**26 394 233**	**7 051 919**	**33 446 152**
Dépenses brutes du gouvernement du Québec selon les Comptes publics et les rapports annuels des fonds spéciaux	27 222 178	8 052 108[1]	35 274 286
Ajustements	(827 945)	(1 000 189)	(1 828 134)
Postes ne constituant pas des dépenses	-	(874 533)	(874 533)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(60 320)	(125 656)	(185 976)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(58 217)	-	(58 217)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	(757 364)	-	(757 364)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	(791 054)	-	(791 054)
Taxe spéciale sur le tabac	105 721	-	105 721
Impôts fonciers	129 624	-	129 624
Allocation de disponibilité	110 345	-	110 345
Pensions versées pour le RREGOP	34 194	-	34 194
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	416 017	-	416 017
Dépenses irrécouvrables	88 898	-	88 898
Autres ajustements	(45 789)	-	(45 789)
Éliminations	**(3 053 174)**	**(74 817)**	**(3 127 991)**
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec	(3 053 174)	(74 817)	(3 127 991)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	(3 016 893)	-	(3 016 893)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	-	(74 817)	(74 817)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	(36 281)	-	(36 281)
Total	**23 341 059**	**6 977 102**	**30 318 161**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 2.9
Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1985-86

	$'000
Déficit selon les Comptes publics	**(3 141 480)**
Ajustements	1 205 339
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	757 364
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	791 059
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	170 930
Pensions versées pour le RREGOP	(34 194)
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	(416 017)
Dépenses irrécouvrables	(68 898)
Autres	25 100
Surplus des fonds spéciaux	1 134 011
Différence entre les éliminations	(315 197)
Déficit selon la gestion financière	**(1 117 247)**

Tableau 2.10
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, Québec, 1977-78 à 1986-87

Source	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p
					'000 $					
Revenus de sources propres	9 785 190	10 904 819	12 188 247	13 757 353	16 494 973	17 946 646	19 294 638	20 385 735	22 954 709	24 882 313
Impôts sur le revenu	4 314 895	4 687 420	5 233 410	5 985 900	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 923	8 609 604	8 927 799
Taxes à la consommation	2 235 935	2 273 000	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 842 967	4 230 554	4 440 644	5 281 024	5 862 221
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	1 442 504	1 575 906	1 774 353	2 001 137	2 910 605	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 649 277	4 171 574
Impôts divers	172 627	195 514	216 233	291 167	471 940	664 758	704 868	742 802	790 545	753 948
Revenus provenant des ressources naturelles	102 497	114 992	122 091	144 963	167 363	114 697	112 747	132 786	128 660	134 999
Privilèges, licences et permis	265 265	574 602	615 082	615 559	646 970	748 392	737 252	827 492	808 417	941 050
Ventes de biens et services	213 712	222 375	252 276	245 811	283 443	348 837	375 833	397 263	396 007	371 733
Revenus de placements	823 645	1 018 506	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 867 981	2 939 872
Autres revenus de sources propres	214 110	242 504	247 987	296 852	396 311	489 120	486 073	450 788	403 194	499 117
Transferts	3 046 427	3 231 438	3 713 378	3 850 968	4 442 418	5 189 757	6 237 715	6 274 233	6 266 205	6 243 208
Transferts de l'administration fédérale	3 020 048	3 203 051	3 662 145	3 769 001	4 318 193	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 168 769	6 136 588
Transferts des entreprises fédérales	25 624	27 194	51 233	77 733	116 884	97 927	86 397	102 822	97 156	106 620
Transferts des administrations locales	755	1 193	-	4 234	7 341	-	160	200	240	-
Total des revenus généraux bruts	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 403	25 532 353	26 659 968	29 200 914	30 845 521
Total des dépenses générales brutes	12 655 906	14 234 468	15 904 925	18 548 006	21 479 517	24 528 333	26 569 339	28 112 053	30 318 161	32 256 509
Surplus (Déficit)	(175 711)	(98 211)	(31 300)	(939 685)	(542 126)	(1 391 930)	(1 036 986)	(1 242 085)	(1 117 247)	(1 410 988)

Tableau 2.10 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la source, Québec, 1977-78 à 1986-87

Source	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p
						%				
Revenus de sources propres	**76,5**	**77,1**	**76,6**	**78,1**	**78,8**	**77,6**	**75,6**	**76,6**	**78,5**	**79,6**
Impôts sur le revenu	33,6	33,2	33,0	34,0	31,7	29,8	28,4	29,0	29,5	28,9
Taxes à la consommation	17,4	16,1	16,2	15,7	15,7	16,6	16,6	16,5	18,1	19,0
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	11,2	11,1	11,2	11,4	13,9	12,7	12,7	12,6	12,5	13,5
Impôts divers	1,3	1,4	1,4	1,7	2,2	2,9	2,8	2,7	2,7	2,4
Revenus provenant des ressources naturelles	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
Privilèges, licences et permis	2,1	4,1	3,9	3,5	3,0	3,2	2,9	3,1	2,8	3,1
Ventes de biens et services	1,7	1,6	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,3	1,2
Revenus de placement	6,4	7,2	7,1	8,0	8,0	8,3	8,4	9,0	9,6	9,5
Autres revenus de sources propres	1,7	1,7	1,6	1,7	1,9	2,1	1,9	1,7	1,4	1,6
Transferts	**23,7**	**22,9**	**23,4**	**21,8**	**21,2**	**22,4**	**24,4**	**23,3**	**21,4**	**20,2**
Transferts de l'administration fédérale	23,5	22,7	23,1	21,4	20,6	22,0	24,1	22,9	21,1	19,9
Transferts des entreprises fédérales	0,2	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3
Transferts des administrations locales	--	--	-	--	--	-	--	--	--	--
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 2.11
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, Québec, 1977-78 à 1986-87

Fonction	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p
					'000 $					
Services généraux	606 614	790 976	932 480	1 117 356	1 197 073	1 345 031	1 474 757	1 369 937	1 603 039	2 296 723
Protection de la personne et de la propriété	445 477	446 110	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027	703 969	834 195	865 231
Transports et communications	881 593	911 941	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624[2]	1 369 523	1 419 407	1 415 440	1 408 781
Santé	2 826 496	3 104 183	3 573 787	3 989 799	4 547 277	4 978 830	5 423 978[1]	5 906 726	6 299 949	6 570 827
Services sociaux	2 190 893	2 599 009	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 407 382	6 140 383[1]	6 848 819	7 355 349	7 835 274
Éducation	3 501 322	3 710 085	3 981 352	5 024 442	5 814 387	5 994 032	6 573 897[1]	6 259 899	6 776 974	6 932 261
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	543 625	612 453	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 292 017	1 253 211
Environnement	50 330	62 758	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413	188 308	205 187	278 195
Loisirs et culture	181 756	189 967	214 550	255 509	264 851	317 306	315 162	347 171	379 772	343 750
Travail, emploi et immigration	43 630	54 330	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285	270 870	240 981	499 661
Logement	76 419	186 918	227 633	257 977	214 498	294 130	305 527	289 824	317 244	332 373
Planification et aménagement des régions	109 540	156 944	184 373	140 750	163 252	138 276	170 411	138 179	123 032	120 157
Établissements de recherche	-	-	-	-	-	-	-	-	61 698	-
Transferts à des fins générales aux administrations locales	403 848	459 549	336 789	187 382	211 213	263 54[illegible]	270 407	285 564	303 279	271 992
Transferts aux entreprises propres	90 440	87 966	99 689	117 555	117 306	125 218	259 644	285 008	216 141	249 248
Service de la dette	703 923	861 279	976 006	1 365 803	1 874 201	2 235 432	2 103 764[1]	2 635 802	2 893 864	2 998 825
Total des dépenses générales brutes	12 655 906	14 734 468	15 904 925	18 548 006	21 479 517	24 528 333	26 589 339	28 112 053	30 318 161	32 256 509
Total des revenus généraux bruts	12 831 617	14136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 405	25 532 353	26 869 968	29 200 914	30 845 521
Surplus (Déficit)	(175 711)	(98 211)	(31 300)	(939 685)	(542 126)	(1 391 930)	(1 056 986)	(1 242 085)	(1 117 247)	(1 410 988)

Tableau 2.11 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la fonction, Québec, 1977-78 à 1986-87

Fonction	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p
					%					
Services généraux	4,8	5,6	5,9	6,0	5,6	5,5	5,6	4,9	5,3	7,1
Protection de la personne et de la propriété	3,5	3,1	3,1	2,8	2,9	2,4	2,3	2,5	2,8	2,7
Transports et communications	7,0	6,4	6,5	5,8	5,4	6,8	5,2	5,0	4,7	4,4
Santé	22,3	21,8	22,5	21,5	21,2	20,3	20,4	21,0	20,8	20,4
Services sociaux	17,3	18,3	19,0	19,1	19,5	22,0	23,1	24,3	24,3	24,3
Education	27,7	26,1	25,0	27,1	27,1	24,4	24,7	22,4	22,4	21,5
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	4,3	4,3	4,2	3,9	3,9	3,6	4,0	4,1	4,3	3,9
Environnement	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9
Loisirs et culture	1,4	1,3	1,3	1,4	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3	1,0
Travail, emploi et immigration	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,4	1,1	1,0	0,8	1,5
Logement	0,6	1,3	1,4	1,4	1,0	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0
Planification et aménagement des régions	0,9	1,1	1,2	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4
Etablissements de recherche	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-
Transferts à des fins générales aux administrations locales	3,2	3,2	2,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	0,8
Transferts aux entreprises propres	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	1,0	1,0	0,7	0,8
Service de la dette	5,6	6,0	6,1	7,4	8,7	9,1	7,9	9,4	9,5	9,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 2.12
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la catégorie, Québec, 1977-78 à 1986-87

Catégorie	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p
					'000 $					
Biens et services	5 506 506	6 327 361	7 171 049	8 019 706	8 855 530	11 130 886	5 643 168[1]	6 165 807	6 988 567	..
Transferts	7 149 400	7 833 294	8 616 135	10 445 614	12 524 386	13 333 248	20 837 709	21 812 476	23 327 483	..
Particuliers	4 023 046	4 451 841	5 192 417	6 149 833	7 466 670	7 869 846	8 536 066	9 793 666	10 853 289	..
Entreprises	278 917	310 841	293 395	429 761	461 904	812 718	934 057	982 131	1 032 171	..
Autres échelons de l'administration publique	2 847 437	3 070 612	3 130 323	3 866 020	4 595 812	4 650 684	11 367 586	11 036 679	11 442 023	..
Autres dépenses	-	73 813	117 741	82 686	99 601	64 199	88 522	133 770	2 111	..
Total des dépenses générales brutes	12 655 906	14 234 468	15 904 925	18 548 006	21 479 517	24 528 333	26 569 399	28 112 053	30 318 161	32 256 509
Total des revenus généraux bruts	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 403	25 532 353	26 869 968	29 200 914	30 845 521
Surplus (Déficit)	(175 711)	(98 211)	(31 300)	(939 685)	(542 126)	(1 391 930)	(1 036 986)	(1 242 085)	(1 117 247)	(1 410 988)
					%					
Biens et services	43,5	44,4	45,1	43,2	41,2	45,4	21,2[1]	21,9	23,0	..
Transferts	56,5	55,0	54,1	56,3	58,3	54,3	78,4	77,6	76,9	..
Particuliers	31,8	31,3	32,6	33,2	34,8	32,1	32,1	34,8	35,8	..
Entreprises	2,2	2,2	1,8	2,3	2,1	3,3	3,5	3,5	3,4	..
Autres échelons de l'administration publique	22,5	21,6	19,7	20,8	21,4	19,1	42,8	39,3	37,7	..
Autres dépenses	-	0,5	0,7	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	—	..
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	..

1. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'université du Québec sont maintenant inclus aux transferts aux autres échelons de l'administration publique.

Les revenus et les dépenses sont présentés selon le système de gestion financière qui présente, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses.

LE SYSTÈME STATISTIQUE DE GESTION FINANCIÈRE

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière"[1], est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

Revenus

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

Impôts

Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

Ressources naturelles

Ces revenus proviennent de l'exploration, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

Privilèges, licences et permis

Ces trois groupes de revenus proviennent du fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

Ventes de biens et services

Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues

1. Le système statistique de gestion des finances publiques, Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.

de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

Revenus de placements

Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placements.

Autres revenus de sources propres

Nous retrouvons sous cette source, les contributions aux régimes de retraite de la Fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transferts se subdivisent en deux grandes catégories, soit: les transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises et les transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises.

Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises

Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.

Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises

Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

Dépenses

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions. Celles-ci donnent une idée assez précise de ce que représente la fonction.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

Transferts à des fins générales aux administrations locales

Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. À partir de l'exercice financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

Transferts aux entreprises propres

Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

Service de la dette

On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours (capital).

CLASSIFICATION DES DÉPENSES SELON LA CATÉGORIE

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents et occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministères, aux juges et aux membres de la Sureté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Autres dépenses de fonctionnement

Cette catégorie regroupe toutes les autres dépenses de fonctionnement tels les services de transport et de communication, les services professionnels et administratifs, les dépenses d'entretien et de réparations, de loyers, de fournitures et d'approvisionnements, de matériels et d'équipements.

Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du gouvernement.

Transferts aux ministères

Cette catégorie comprend toutes les sommes d'argent versées aux ministères par les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

Transferts aux institutions publiques

Cette catégorie regroupe les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps, à l'université du Québec et ses composantes, aux centres hospitaliers et centres d'accueil publics, aux centres locaux de services communautaires (CLSC), aux conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) et aux centres de services sociaux.

Transferts aux administrations locales

Cette catégorie regroupe les montants versés aux municipalités, aux offices municipaux d'habitation, aux régies intermunicipales, aux communautés urbaines et régionales et aux municipalités régionales de comté.

Transferts aux entreprises publiques fédérales

Cette catégorie concerne les transferts effectués aux entreprises publiques fédérales.

Transferts aux entreprises publiques locales

Cette catégorie comprend les transferts aux fonds d'électricité et aux entreprises publiques de transport en commun.

Transferts aux entreprises publiques provinciales

Cette catégorie concerne le transferts aux entreprises publiques provinciales.

Transferts aux fonds spéciaux

Cette catégorie regroupe les transferts et les dépenses effectués vers les fonds spéciaux. Cette catégorie est égale à 0 après la consolidation.

Régime de retraite (autres)

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des enseignants, des fonctionnaires, des membres de la Sûreté du Québec, des membres de la Législature et pour le régime de retraite des juges et coroners.

RREGOP

Cette catégorie concerne les pensions versées pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Transferts aux entreprises privées

Cette catégorie concerne les transferts versés aux entreprises du secteur privé.

Transferts autres

Cette catégorie regroupe les transferts versés à d'autres entités tels les particuliers, les institutions privées d'éducation, les universités privées, les centres hospitaliers et d'accueil privés et les institutions à but non lucratif.

Dépenses de capital

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

- aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations sont amorties au cours de l'année;

- toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations;

- la dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

Encaisse et dépôts

Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

Effets à recevoir

Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

Avances

Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

Titres

Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50 %) et sous la rubrique "hypothèques".

Autres éléments de l'actif

Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories susmentionnées sont regroupés dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif correspond aux définitions données pour l'actif.

CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et de l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généraux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

Les séries chronologiques

Les séries chronologiques sont présentées à titre d'indication seulement. La méthode de production ne permettant pas de réviser en détail les données des années antérieures lorsqu'il y a des changements, tels des changements de structure d'univers, de codification de données, de méthodologie ou tout autre changement. Des ruptures peuvent donc se produire dans la suite historique de ces séries (tels les changements relatifs à la structure de l'univers) affectant la composition des données. Les chiffres globaux sont cependant plus comparables.

Cependant, les données relatives au RREGOP ont pu être révisées à partir du début pour être conformes à la définition utilisée depuis 1983-84.

DIFFÉRENCE CONCEPTUELLE ENTRE LES DONNÉES DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET CELLES DE STATISTIQUE CANADA

La différence majeure entre les données des deux organismes concerne le traitement accordé au RREGOP. En effet, Statistique Canada considère le RREGOP comme un régime non fiduciaire et par conséquent, intégre toutes les opérations financières relatives au RREGOP.

Le Bureau de la statistique du Québec n'intègre qu'une partie du RREGOP, soit la partie des revenus versés au fonds consolidé du revenu et la portion des dépenses à la charge du gouvernement.

L'autre différence concerne les contributions du gouvernement comme employeur à la CSST. Le Bureau de la statistique du Québec élimine ce montant des revenus de la CSST et des dépenses des ministères, pour éliminer les transactions entre composantes du gouvernement. De son côté, Statistique Canada n'élimine pas ce montant.

Ces deux différences constituent les écarts de concept entre les deux organismes statistiques. D'autres écarts peuvent demeurer entre les données des deux organismes. Ceci découle habituellement d'une interprétation différente de la codification des données.

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

LES MINISTÈRES

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

Nous incluons dans cette catégorie les caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés, dont les réserves sont gérées par le gouvernement du Québec. Ceci englobe les régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Législature, des juges et coroners et des membres de la Sûreté du Québec.

En ce qui concerne le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics[2] (RREGOP), il s'agit d'une fiducie partielle et, de la sorte, nous lui accordons un traitement particulier. Lorsqu'il s'agit de caisses de retraite gérées par le gouvernement du Québec, les cotisations des employés et les contributions des employeurs, sauf le gouvernement du Québec, figurent aux revenus alors que les pensions vont aux dépenses. Pour ce qui est du RREGOP, seules les contributions de certains organismes (contributions versées au fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 129 de la Loi) vont aux revenus et seule la partie des pensions à la charge du gouvernement du Québec va aux dépenses. En effet, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes (contributions versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec en vertu de l'article 127 de la Loi) sont capitalisées dans un fonds séparé qui est administré en fiducie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Ces cotisations et contributions ne figurent pas aux revenus. Il en est de même pour la partie des pensions à la charge des participants dont les fonds sont placés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui ne figure pas aux dépenses.

De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1985-86 est présentée ci-dessous.

Affaires culturelles
Affaires municipales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Assemblée nationale
Commerce extérieur et Développement technologique

1. Univers du secteur public au Québec, Direction des statistiques financières, Bureau de la statistique du Québec, 1er trimestre 1987.
2. Institué en 1973 en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

Communautés culturelles et Immigration
Communications
Conseil exécutif
Conseil du trésor
Éducation

Énergie et Ressources
Enseignement supérieur et Science
Environnement
Finances
Habitation et Protection du consommateur

Industrie et Commerce
Justice
Loisir, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions

Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration
Personnes désignées par l'Assemblée nationale
Relations internationales

Revenu
Santé et Services sociaux
Tourisme
Transports
Travail

LES FONDS SPÉCIAUX

Les fonds spéciaux sont des unités organisationnelles (organismes) appartenant au gouvernement et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent les prolongements spécialisés des ministères.

Les principales caractéristiques des fonds spéciaux sont:

- le contrôle, la surveillance, la coordination, l'aide au développement économique et social, l'assistance publique ou autres fonctions réglementaires et administratives;

- la distribution de biens et services publics gratuits ou à des prix n'ayant pas de liens directs avec leurs coûts de production;

- la motivation non commerciale, les profits ne constituant pas l'objectif principal;

- le financement par les deniers publics, soit une contribution générale et obligatoire de la population ou d'une partie de celle-ci pour le service offert et l'absence de lien direct entre les paiements et l'utilisation des services;

- le recrutement du personnel par l'intermédiaire de la Fonction publique.

Dans la catégorie des fonds spéciaux, on retrouve les organismes dont la fonction principale est de fournir des biens et services à la population ainsi qu'à l'administration publique. Certains fonds spéciaux ont toutes les caractéristiques sus-mentionnées tandis que d'autres n'en ont qu'une partie. Les principaux critères de leur classification sont la motivation de l'activité principale, le caractère public des biens ou des services offerts, les prix non reliés directement aux coûts de production et leur source de financement.

Nous incluons également dans la catégorie des fonds spéciaux, les fonds administrés par le gouvernement et qui ne produisent pas de rapport financier séparé des comptes publics. La majorité de ces fonds sont des "fonds renouvelables".

Il faut remarquer que selon la classification du FMI[3], les systèmes de sécurité sociale constituent un sous-secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la maternité, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces système donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition, quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec font partie de ce sous-secteur.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux, nous en présentons la liste ainsi que leurs principales caractéristiques dans le tableau de la page suivante.

Cette liste peut différer de celle de la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec. En effet, la publication intitulée Univers du secteur public au Québec 1986 comprend les fonds spéciaux au 30 juin 1986 alors que la présente publication comprend les fonds spéciaux au 31 mars 1987.

---

3. International Monetary Fund, A Manual on Government Finance Statistics, 1986, p. 15.

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
1. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.R.Q., c. A-7.1	Promouvoir l'innovation technologique	Aide financière	Public	Non	31 mars
2. Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., c. C-8	Contribution au développement économique	Recherche industrielle	Mixte	Non	31 mars
3. Centre québécois de valorisation de la biomasse	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement de la biomasse	Aide au développement	Public	Fonctionnaires	31 mars
4. Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur	L.R.Q., c. D-9.1	Promouvoir la recherche et le développement des applications pédagogiques de l'ordinateur	Aide au développement	Public	Non	31 mars
5. Centre québécois pour l'informatisation de la production	L.R.Q., c. D-9.1	Développement et diffusion des technologies de production assistée par ordinateur	Technologies de production assistée par ordinateur	Public	Non	31 mars
6. Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	L.R.Q., c.A-3.001	Tribunal administratif d'appel	Commission d'appel	Public	Fonctionnaires	31 mars
7. Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., c. Q-2	Surveillance et contrôle	Surveillance de la qualité de l'environnement	Public	Fonctionnaires	31 mars
8. Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., c. S-2.1	Pouvoir réglementaire	Indemnisation des accidents	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
9. Commission des normes du travail	L.R.Q., c. S-1	Surveillance et contrôle	Surveillance des conditions de travail	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
10. Commission des services juridiques	L.R.Q., c. A-14	Assistance publique	Aide juridique	Public	Non	31 mars
11. Corporation d'hébergement du Québec	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Gestion des immeubles des services sociaux	Centres de logement et d'hébergement	Public	Fonctionnaires	31 mars
12. Curateur public	L.R.Q., c. C-80	Administration et surveillance	Administration des biens de malades mentaux	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
13. Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat	L.R.Q., c. C-61.1	Conservation et mise en valeur de la faune et de son habitat	Aide financière	Public	Non	31 mars
14. Fondation pour le développement de la science et de la technologie	L.R.Q., c. D-9.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
15. Fonds d'aide aux recours collectifs	L.R.Q., c. R-2.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars
16. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	L.R.Q., c. A-29.1	Administration des assurances	Assurance des prêts agricoles et forestiers	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
17. Fonds de la recherche en santé du Québec	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mars
18. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.R.Q., c. c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
19. Institut de recherche en santé et sécurité du travail	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Coordination et exécution d'activités de recherche	Recherche	Mixte	Non	31 décembre
20. Institut de recherche et d'information sur la rémunération	L.R.Q., c. R-8.2	Information concernant la rémunération des salariés des secteurs publics et privés	Recherche et aide financière à la recherche	Oui	Non	31 mars
21. Institut national de productivité	L.R.Q., c. I-13.1	Information à la population et recherche sur la productivité	Recherche	Public	Non	31 mars
22. Institut québécois de recherche sur la culture	L.R.Q., c. I-13.2	Aide au développement culturel	Recherche et aide financière à la recherche	Public	Non	31 mars
23. Institut québécois du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Conseil au ministre et surveillance sur la politique du cinéma	Recherche	Public	Non	31 mars
24. La Maison de la Musique de Montréal	Loi sur les cités du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/12/22	Superviser la construction d'une salle de concert à Montréal	Salle de concert à Montréal	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
25. Musée d'Art contemporain de Montréal	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art contemporain québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
26. Musée de la Civilisation	L.R.Q., c. M-44	Mise en valeur et conservation de collections	Acquisition et mise en valeur de collections	Mixte	Non	31 mars
27. Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42	Encouragement aux arts plastiques	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
28. Musée du Québec	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
29. Office de la construction du Québec	L.R.Q., c. R-20	Administration de la convention collective ou décret de l'industrie de la construction	Administration	Mixte	Non	31 décembre
30. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	L.R.Q., c. S-3.2	Administration du programme de sécurité du revenu	Sécurité du revenu	Public	Fonctionnaires	30 juin
31. Office du crédit agricole du Québec	Fonds agricoles: L.R.Q., c. C-75 Fonds forestiers: L.R.Q., c. C-78	Aide à l'agriculture	Prêts aux agriculteurs et propriétaires forestiers	Public	Fonctionnaires	31 mars
32. Office franco-québécois pour la jeunesse	L.R.Q., c. O-5	Aide au développement des relations entre la jeunesse	Rencontres et échanges dans le domaine de l'éducation, des loisirs et des sports	Mixte	Non	31 décembre
33. Régie de l'assurance automobile du Québec	L.R.Q., c. R-4	Pouvoir réglementaire	Indemnisation universelle	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
34. Régie de l'assurance-dépôts du Québec	L.R.Q., c. A-26	Émission de permis	Garantie des dépôts	Public	Fonctionnaires	31 décembre
35. Régie de l'assurance-maladie du Québec	L.R.Q., c. R-5	Gestion de l'assurance-maladie	Assurance-maladie universelle	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
36. Régie des assurances agricoles du Québec	L.R.Q., c. A-30	Administration de l'assurance-récolte	Assurances agricoles	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
37. Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., c. M-35	Surveillance et coordination	Mise en marché	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
38. Régie des rentes du Québec	L.R.Q., c. R-9	Administration du régime des rentes	Protection du revenu	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
39. Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., c. S-37.1	Stimulation du développement	Développement économique et touristique	Public	Non	31 mars
40. Société de cartographie du Québec	L.R.Q., c. S-9	Services au gouvernement	Services de cartographie	Mixte	Non	31 mars
41. Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec inc. (SODIC)	Loi des compagnies Partie 1A	Aide au développement de l'industrie des courses de chevaux	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
42. Société de développement des coopératives	L.R.Q., c. S-10.001	Développement des coopératives	Financement et aide technique	Public	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
43. Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., c. S-10.01	Développement des entreprises culturelles	Aide financière et la diffusion	Public	Non	31 mars
44. Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., c. A-13	Aide au développement industriel	Aide financière	Public	Fonctionnaires	31 mars
45. Société de la Maison des sciences et des techniques	L.R.Q., c. S-11.02	Promotion de la culture scientifique et technique	Promotion d'activités destinées à faire connaître les sciences et techniques	Mixte	Non	31 mars
46. Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., c. S-12.1	Administration de la Place des Arts	Spectacles	Mixte	Non	3 septembre
47. Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., c. S-11.1	Développement de la radio-télévision	Radio-télévision éducative	Public	Non	31 août
48. Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SEREQ)	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/08/18	Promouvoir la distribution des ressources éducatives québécoises	Exécuter des projets éducatifs à l'extérieur du Québec	Public	Non	31 janvier
49. Société d'habitation du Québec	L.R.Q., c. S-8	Rénovation et construction	Logements à loyer modique	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
50. Société du Grand-Théâtre de Québec	L.R.Q., c. S-14.01	Administration du Grand-Théâtre de Québec	Spectacles	Mixte	Non	31 août
51. Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., c. S-14.1	Administration du Palais des congrès	Activités de nature à contribuer au développement du Palais des congrès	Mixte	Non	31 mars
52. Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	L.R.Q., c. S-16	Plan d'aménagement	Parc industriel et commercial	Public	Non	31 mars
53. Société du Parc industriel du Centre du Québec	L.R.Q., c. S-15	Développement économique	Parc industriel	Public	Fonctionnaires	31 mars
54. Société générale du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Promotion et aide au cinéma québécois	Aide financière	Public	Non	31 mars
55. Société immobilière du Québec	L.R.Q., c. S-17.1	Services au gouvernement	Services immobiliers	Public	Non	31 mars
56. Société Inter-Port	L.R.Q., c. S-18	Plan de développement	Développement portuaire	Public	Non	31 mars

Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spécial	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
57. Société Parc-Auto du Québec Métropolitain	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 71/07/28	Exploitation des parcs de stationnement	Services de stationnement du gouvernement, ville de Québec et SHQ	Mixte	Non	31 mars
58. Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., c. S-18.21	Contrôle et surveillance des ouvrages d'assainissement des eaux	Assainissement des eaux	Public	Non	31 mars
59. Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., c. S-20	Promotion et développement de l'information juridique	Information juridique	Mixte	Non	31 mars

Fonds[4] spéciaux administrés par le gouvernement du Québec

Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts des collèges d'enseignement général et professionnel de Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec
Fonds de la réforme du cadastre québécois

Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la reprographie
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement

Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable des services de placement média
Fonds renouvelable du Parc du Mont Sainte-Anne
Fonds renouvelable du Service aérien gouvernemental
Fonds renouvelable du Service de la cartographie

Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec
Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable - Télécommunications
Fonds spéciaux du crédit agricole

---

4. Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

Annexe 3 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1985-86

FAITS SAILLANTS

Cette annexe constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1985-86 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos publications annuelles antérieures à 1983-84. Contrairement au début de la présente publication où l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux est traitée pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée ici est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté précédemment. Notons cependant que trois tableaux présentent une réconciliation entre les données des Comptes publics et celles présentées selon le système de gestion financière.

Les tableaux de l'annexe 3 réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées, sauf pour les tableaux 3 et 4 où l'année précédente est révisée pour la rendre comparable à l'année en cours.

ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1976-77 À 1985-86

Finances du gouvernement du Québec, 1976-77 à 1985-86

Au cours de la période s'étendant de 1976-77 à 1985-86, les revenus bruts du gouvernement du Québec passent de 9 217 265 000 $ à 24 080 778 000 $, ce qui représente une hausse globale de 161,3 %. Cette hausse se traduit par un taux de croissance annuel composé de 11,3 %. Exprimée en dollars constants de 1971, la croissance globale des revenus est de 25,3 % pour l'ensemble de la décennie, ce qui constitue un taux de croissance annuel composé de 2,5 %.

Par ailleurs, pendant cette même période, les dépenses du gouvernement du Québec passent de 10 208 430 000 $ à 27 222 178 000 $ en dollars courants et de 6 432 533 000 $ à 8 224 223 000 $ en dollars constants de 1971. Les dépenses connaissent donc une hausse globale de 166,7 % et un taux de croissance annuel composé de 11,5 %. En dollars constants, la croissance globale enregistrée est de 27,8 % alors que le taux de croissance annuel composé s'établit à 2,8 %.

Dans ce laps de temps, la dette à long terme du gouvernement du Québec s'accroît de 269,0 % en dollars courants et de 76,9 % en dollars constants de 1971. Elle passe de 5 961 964 000 $

à 21 996 961 000 $ en dollars courants et de 3 756 751 000 $ à 6 645 608 000 $ en dollars constants. Le taux de croissance annuel composé est de 15,6 % en dollars courants et de 6,5 % en dollars constants. L'accroissement de la dette à long terme est dû aux déficits budgétaires et aux autres besoins de financement du gouvernement survenus au cours des dix dernières années.

Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise

L'analyse des finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques démontre que celui-ci occupe une place relativement stable dans l'économie québécoise. Ainsi, les revenus bruts du gouvernement représentent 25,4 % du revenu personnel au Québec en 1985-86 comparativement à 25,3 % en 1984-85. De même, en 1985-86, le rapport entre les dépenses du gouvernement et le produit intérieur brut québécois s'établit à 25,9 % comparativement à 26,2 % en 1984-85.

On observe également que la part relative des traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la Fonction publique en rapport avec l'ensemble des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec a tendance à demeurer très stable au cours de la décennie étudiée. Cette proportion est de 4,2 % en 1985-86 et elle se maintient entre 4,0 % et 4,4 % depuis 1976-77.

Par ailleurs, la dette à long terme considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement provincial au cours de l'année suivante démontre que l'importance relative de la dette à long terme s'accroît au cours des dix dernières années. En effet, alors que ce rapport s'établit à 53,4 % en 1976-77, il atteint, en 1985-86, 86,0 %. Cette situation s'explique par l'accroissement des déficits budgétaires et autres besoins de financement du gouvernement du Québec.

Les dépenses des principaux ministères

Les dépenses des ministères varient, d'une année à l'autre, en fonction des responsabilités dévolues à chacun, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. L'importance relative des dépenses des ministères fluctue donc selon les années.

En 1986, le ministère de la Santé et des Services sociaux (anciennement le ministère des Affaires sociales) occupe le premier rang avec des dépenses de 5 911 557 000 $ et une part relative de 21,7 %.

Le ministère de l'Éducation descend au second rang avec des dépenses de 4 730 472 000 $ et une part relative de 17,4 %. Cette baisse découle de la création du ministère de l'Enseignement supérieur et Science, laissant au ministère de l'Éducation l'enseignement élémentaire et secondaire seulement.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe, le quatrième rang, devant le ministère des Finances. Avec des dépenses qui s'élèvent à 2 872 668 000 $ en 1985-86, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est de 10,6 % comparativement à des dépenses de 2 826 133 000 $ (dont 2 610 701 000 $ pour le service de la dette) et une part relative de 10,4 % pour le ministère des Finances.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et Science vient ensuite avec des dépenses de 2 300 802 000 $ et une part relative de 8,5 %.

Les dépenses en immobilisations

Le ministère des Transports effectue la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial. En 1985-86, les dépenses en immobilisations de ce ministère s'élèvent à 464 939 000 $ sur un total de 563 385 000 $, ce qui représente 82,5 %.

Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et le ministère de l'Énergie et des Ressources, avec des parts relatives respectives de 2,8 % et 3,1 %, occupent maintenant le deuxième et le troisième rang.

La dette publique

En 1985-86, la dette publique du gouvernement du Québec augmente de 1 707 736 000 $ comparativement à 1 006 182 000 $ en 1976-77. Les emprunts effectués totalisent 2 992 557 000 $ comparativement à 1 666 816 000 $ en 1976-77. Les remboursements d'emprunts s'établissent à 1 207 738 000 $ contre 627 893 000 $ en 1976-77 et les contributions au fonds d'amortissement sont de 82 083 000 $ comparativement à 32 741 000 $ en 1976-77.

Par ailleurs, les nouveaux emprunts à long terme se chiffrent à 2 762 557 000 $ en 1985-86 comparativement à 1 354 616 000 $ en 1976-77. Les obligations en dollars canadiens représentent 41,8 % de l'ensemble des emprunts à long terme en 1985-86 et les obligations d'épargne 23,8 %.

FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1985-86

Les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts sont les trois types d'opération que doit financer le gouvernement.

Pour l'exercice financier 1985-86, les opérations budgétaires accusent un déficit de 3 141 400 000 $ comparativement à 3 232 472 000 $ pour l'exercice financier 1984-85.

Les opérations non budgétaires se soldent par un surplus de 1 456 696 000 $, soit 226 225 000 $ de plus qu'en 1984-85. Ces opérations se composent principalement des comptes des régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 268 987 000 $ en 1985-86. Les placements occasionnent un déboursé de 169 874 000 $, destiné principalement aux entreprises du gouvernement du Québec, alors que les autres comptes entraînent un surplus de 17 835 000 $.

Enfin, les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, se chiffrent à 1 289 821 000 $ comparativement à 1 068 019 000 $ pour l'exercice financier 1984-85. La majorité de ces remboursements d'emprunts est attribuable aux remboursements d'obligations qui représentent 92,9 % du total.

Pour l'exercie financier 1985-86, le déficit total de ces trois opérations s'élève donc à 2 974 525 000 $, auquel il faut ajouter la hausse de 18 032 000 $ de l'encaisse. Les nouveaux emprunts totalisant 2 992 557 000 $ servent à financer ces besoins.

Par ailleurs, la dette du gouvernement du Québec, au 31 mars 1986, atteint 23 631 961 000 $, soit 14,6 % de plus qu'au 31 mars 1985. Les émissions d'obligations en monnaie canadienne s'élèvent à 11 228 796 000 $, celles en monnaie américaine à 3 216 888 000 $, celles en d'autres monnaies à 2 516 432 000 $ et le fonds d'amortissement se chiffre à 229 153 000 $. Le solde des bons du trésor est de 1 635 000 000 $, les autres emprunts obligataires totalisent 3 068 133 000 $ dont 2 729 551 000 $ en obligations d'épargne du Québec, et les autres emprunts atteignent 2 195 865 000 $.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 3.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1971[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
			'000 $			
1976-77	9 217 265	10 208 430	5 961 964	5 807 980	6 432 533	3 756 751
1977-78	11 168 275	12 052 406	6 764 641	6 437 046	6 946 632	3 898 928
1978-79	11 923 545	13 398 032	7 979 985	6 328 845	7 111 482	4 235 661
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	6 447 030	7 327 132	4 354 624
1980-81	14 681 392	17 558 746	11 504 654	6 383 214	7 634 237	5 002 023
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	6 714 671	7 824 676	4 929 350
1982-83	19 210 266	22 259 296	14 850 091	6 698 140	7 761 261	5 177 856
1983-84	21 410 969	24 523 514	16 924 572	7 057 010	8 082 898	6 446 968
1984-85	22 310 027	25 542 499	19 217 568	7 035 644	8 055 050	6 060 412
1985-86	24 080 778	27 222 178	21 996 961	7 275 160	8 224 223	6 645 608

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1976-77[4] à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 000 $)	9 217	11 168	11 924	13 307	14 681	17 472	19 210	21 411	22 310	24 081
Revenu personnel au Québec ('000 000 $)	39 318	43 382	48 204	53 726	61 213	71 383	77 761	81 641	88 218	94 840
Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	23,4	25,7	24,7	24,8	24,0	24,5	24,7	26,2	25,3	25,4
Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 000 $)	10 208	12 052	13 398	15 123	17 559	20 360	22 259	24 524	25 542	27 222
P.I.B. du Québec (au prix du marché) ('000 000 $)	46 671	50 575	56 553	62 977	70 312	80 015	84 009	90 432	97 631	104 935
Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	21,9	23,8	23,7	24,0	25,0	25,4	26,5	27,1	26,2	25,9
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 000 $)	1 122	1 266	1 309	1 561	1 806	2 030	2 187	2 267	2 405	2 495
Rémunération des salariés au Québec ('000 000 $)	27 547	30 069	33 068	36 784	41 762	47 995	50 091	52 282	55 706	59 319
Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec (%)	4,1	4,2	4,0	4,2	4,3	4,2	4,4	4,3	4,3	4,2
Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 000 $)	5 962	6 765	7 980	8 988	11 505	12 826	14 850	16 925	19 218	21 997
Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[5] (%)	53,4	56,7	60,0	61,1	65,8	66,8	69,4	75,9	79,8	86,0

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Ministère des Finances. Discours sur le budget: budget 1986-87.
Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et dépenses: Québec, deuxième trimestre 1986.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.3
Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[6], Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
					'000 $					
Affaires culturelles	43 911	56 951	68 977	76 511	93 747	108 220	122 588	135 169	161 950	183 876
Affaires municipales	207 872	210 629	268 296	360 272	346 773	410 724	421 909	451 946	421 968	390 894
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	198 615	220 068	245 310	293 873	347 057	373 932	422 022	415 617	461 419	515 886
Assemblée nationale	22 141	26 087	31 219	33 936	36 530	41 859	56 082	58 564	46 285	62 862
CARRA	-	-	-	-	-	558 172	608 366	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	-	2 129	10 504	13 498	18 195	25 136
Communautés culturelles et Immigration	10 148	11 358	13 620	18 498	26 808	32 015	42 561	42 557	45 552	49 993
Communications	64 011	80 823	95 701	111 183	123 102	139 471	154 720	194 400	207 043	227 974
Conseil du trésor	2 443	3 104	3 997	5 686	5 802	7 299	9 279	12 274	12 745	16 032
Conseil exécutif	47 397	86 661	85 644	96 538	277 946	140 302	116 281	145 480	41 959	54 611
Éducation	3 037 343	3 527 553	3 709 453	3 931 995	5 064 752	5 950 359	6 101 398	6 589 002	4 281 395	4 730 472
Énergie et Ressources	133 989	148 000	179 832	180 877	205 064	254 565	249 345	282 176	349 076	360 389
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	-	11 573	2 191 462	2 300 802
Environnement	-	19 587	27 136	58 589	83 014	89 837	111 379	123 500	141 548	170 016
Finances	525 767	633 050	774 207	909 260	1 252 643	1 713 852	1 990 682	2 368 251	2 506 965	2 826 133
Fonction publique	176 439	98 006	117 838	459 792	527 141	133 210	146 041	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	202 072	262 596	296 986	345 380	370 232
Industrie et Commerce	90 057	105 777	121 673	121 816	143 304	142 242	155 509	285 070	326 776	326 129
Institutions financières et Coopératives	11 454	14 938	18 667	21 637	16 777	16 889	-	-	-	-
Justice	320 704	321 412	360 506	414 908	478 471	560 705	601 597	646 115	707 026	854 801
Loisir, Chasse et Pêche	91 816	115 647	145 455	179 241	190 841	191 619	206 281	221 643	226 081	225 155
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	59 156	61 735	70 491	107 470	1 385 003	1 674 881	2 017 754	2 430 425	2 615 887	2 872 668
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	52 810	46 765
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	32 414	37 173
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	56 307	73 394
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	820 386	767 268	844 749
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	38 628	62 315
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	705 176	780 196	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510	1 608 331
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	6 902	2 614
Relations internationales	21 708	30 150	36 644	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246	51 285	59 553

Tableau 3.3 (suite)
Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[6], Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
					'000 $					
Revenu	452 796	481 170	566 543	473 705	189 793	200 789	221 534	240 347	231 209	247 852
Santé et Services sociaux	3 473 877	3 810 538	4 301 825	4 748 394	4 096 464	4 544 241	5 194 227	5 438 346	5 765 297	5 911 557
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	13 328	68 518	75 573
Transports	1 057 734	1 060 529	1 137 380	1 261 331	1 275 444	1 360 945	1 488 645	1 578 363	1 630 598	1 676 706
Travail	-	-	-	-	-	12 057	37 245	40 119	42 136	31 525
Travaux publics et Approvisionnement	138 453	181 936	215 381	251 298	261 561	279 209	301 617	262 540	233 904	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	40 599	41 501	22 041	31 516	-	-	-	-	-	-
Total	10 208 430	12 052 406	13 398 052	15 123 200	17 598 746	20 359 887	22 289 296	24 523 514	25 542 499	27 222 178

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
					%					
Affaires culturelles	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
Affaires municipales	2,0	1,7	2,0	2,4	2,0	2,0	1,9	1,8	1,6	1,4
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2,0	1,8	1,8	1,9	2,0	1,8	1,9	1,7	1,8	1,9
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
CARRA	-	-	-	-	-	2,7	2,7	-	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	-	--	--	0,1	0,1	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Conseil exécutif	0,5	0,7	0,7	0,7	1,6	0,7	0,6	0,6	0,2	0,2
Éducation	29,8	29,3	27,7	26,0	28,8	29,2	27,5	26,9	16,7	17,4
Énergie et Ressources	1,4	1,2	1,4	1,2	1,2	1,3	1,1	1,2	1,4	1,3
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	-	--	8,6	8,5
Environnement	-	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
Finances	5,1	5,3	5,8	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7	9,8	10,4
Fonction publique	1,7	0,8	0,9	3,1	3,0	0,7	0,7	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	1,0	1,1	1,2	1,4	1,4
Industrie et Commerce	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	1,2	1,3	1,2
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-
Justice	3,1	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,8	3,1
Loisir, Chasse et Pêche	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,6	0,5	0,5	0,7	7,9	8,2	9,2	9,9	10,2	10,6
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,3
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	3,3	3,0	3,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,2
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	5,8	5,8	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5	5,7	5,9
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	--	--
Relations internationales	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

Tableau 3.4 (suite)
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
					%					
Revenu	4,4	4,0	4,2	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Santé et Services sociaux	34,0	31,6	32,1	31,4	23,3	22,3	23,4	22,2	22,6	21,7
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,3
Transports	10,2	8,8	8,5	8,4	7,3	6,7	6,7	6,4	6,4	6,2
Travail	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Travaux publics et Approvisionnement	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,1	0,9	-
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,4	0,3	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.5
Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[7], Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
	'000 $									
Affaires culturelles	2 802	3 275	2 904	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891	2 151	1 478
Affaires municipales	340	110	168	285	439	75	179	276	481	384
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3 659	5 560	4 889	5 378	4 009	3 124	4 373	8 454	8 177	5 606
Assemblée nationale	69	135	695	392	918	257	264	500	2 508	8 430
CARRA	-	-	-	-	-	-	17	51	-	-
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	-	-	-	-	39	87	129	432
Communautés culturelles et Immigration	91	55	134	96	54	97	233	352	324	523
Communications	756	2 416	759	1 010	962	1 271	2 109	3 049	4 522	5 777
Conseil du trésor	-	9	17	71	43	81	56	123	216	411
Conseil exécutif	114	165	450	671	1 247	679	625	357	1 944	2 941
Éducation	236	4 901	377	942	950	1 700	1 037	1 217	2 518	1 442
Énergie et Ressources	18 989	27 713	40 753	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514	16 929	17 609
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	-	-	-	-	33	114	559
Environnement	-	404	656	685	2 465	1 842	3 728	6 415	9 689	13 785
Finances	106	88	149	139	66	113	88	500	959	1 202
Fonction publique	77	56	50	190	96	84	71	101	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	16	287	388	461	992
Industrie et Commerce	5 497	6 496	3 563	4 389	2 338	793	625	872	799	548
Institutions financières et Coopératives	43	52	77	139	72	35	30	-	-	-
Justice	4 056	5 642	6 698	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617	10 989	13 032
Loisir, Chasse et Pêche	19 679	28 722	17 862	21 864	18 663	14 150	24 696	34 258	21 894	15 887
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu	78	136	151	202	154	217	1 978	1 644	1 307	1 375
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	140
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	139
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	-	-	-	-	598	414
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	711
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations internationales	110	104	117	180	110	153	196	574	676	388

Tableau 3.5 (suite)
Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[7], Québec, 1976-77 à 1985-86

Description	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
					'000 $					
Revenu	190	1 091	265	420	474	843	741	904	3 636	2 177
Santé et Services sociaux	532	973	398	554	828	683	194	592	737	684
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	980	944
Transports	509 250	462 503	451 883	467 575	446 880	450 316	390 087	402 693	476 653	464 939
Travail	-	-	-	-	-	-	34	141	218	382
Travaux publics et Approvisionnement	23 251	37 203	52 860	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397	6 245	-
Total	**589 925**	**587 809**	**585 875**	**606 787**	**561 542**	**569 458**	**535 566**	**539 000**	**575 854**	**563 385**

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86

	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
	'000 $									
Emprunts effectués[8]	**1 666 816**	**1 042 364**	**1 575 494**	**1 648 922**	**3 352 864**	**2 951 612**	**2 788 897**[10]	**2 796 988**	**3 281 015**	**2 992 557**
Bons du trésor[9]	312 200	-	-	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000	-	230 000
Obligations	1 008 801	713 536	1 163 009	1 154 337	1 775 600	1 839 821	1 671 980	1 830 429	1 906 683	2 047 661
Obligations d'épargne	316 527	-	167 843	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907	1 233 941	657 493
Régime de pensions	7 653	7 509	7 324	7 064	6 453	6 316	5 321	5 332	5 400	5 792
Autres	21 635	321 319	235 571	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991	51 611
Dettes assumées	-	-	1 747	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements d'emprunts	**(627 893)**	**(192 770)**	**(318 944)**	**(462 954)**	**(526 707)**	**(957 006)**	**(392 414)**	**(511 778)**	**(994 410)**	**(1 207 738)**
Bons du trésor	(312 398)	-	-	-	-	-	-	-	(80 000)	-
Obligations	(114 011)	(103 601)	(153 544)	(234 495)	(165 753)	(413 912)	(222 038)	(218 412)	(399 647)	(601 055)
Obligations d'épargne	(171 183)	(46 967)	(145 281)	(207 977)	(273 232)	(536 922)	(163 418)	(288 001)	(501 979)	(594 870)
Autres	(25 664)	(34 912)	(15 312)	(16 964)	(83 406)	(2 042)	(3 448)	(2 363)	(9 622)	(9 816)
Dettes assumées	(4 637)	(7 290)	(4 807)	(3 518)	(4 316)	(4 130)	(3 510)	(3 002)	(3 162)	(1 997)
Contributions au fonds d'amortissement	**(32 741)**	**(46 917)**	**(41 206)**	**(43 008)**	**(54 448)**	**(53 091)**	**(57 561)**	**(50 729)**	**(73 609)**	**(82 083)**
Augmentation de la dette publique	**1 006 182**	**802 677**	**1 215 344**	**1 142 960**	**2 771 709**	**1 941 515**	**2 338 922**	**2 234 481**	**2 212 996**	**1 702 736**[11]

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1976-77 à 1985-86

	Emprunts en dollars canadiens				Dettes assumées	Emprunts en dollars des États-Unis[8]	Emprunts en autres monnaies[8]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts						
				'000 $					%	1976-77=100
1976-77	750 000	316 527	7 653	21 635	-	195 590	63 211	1 354 616	12,3	100,0
1977-78	580 000	-	7 509	6 679	-	381 372	66 804	1 042 364	(23,0)	76,9
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	116,3
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	111,8
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	228,7
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	172,1
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	-	245 561	381 964	2 446 814	4,9	180,6
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	565 272	180 286	2 636 988	7,8	194,6
1984-85	1 162 192	1 233 941	5 400	1 386	-	597 125	280 971	3 281 015	24,4	242,2
1985-86	1 155 000	657 493	5 792	51 611	-	419 627	473 034	2 762 557	(15,8)	203,9

Les notes explicatives sont à la fin.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.8
Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1984-85 et 1985-86

	1984-85	1985-86
	'000 $	
Besoins financiers bruts	**(3 070 020)**	**(2 974 525)**
Opérations budgétaires	(3 232 472)	(3 141 000)
Revenus	22 310 027	24 080 778
Dépenses	25 542 499	27 222 178
Opérations non budgétaires	1 230 471	1 456 896
Placements	(171 826)	169 874
Entreprises du gouvernement du Québec	(180 980)	175 841
Municipalités et organismes municipaux	1 580	1 424
Particuliers et autres	7 574	(7 391)
Régimes de retraite	1 183 462	1 288 987
Contributions des participants et contributions de certains organismes	175 335	170 930
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1 416 634	1 568 268
Pensions et autres paiements	(408 507)	(450 211)
Autres comptes	218 835	17 835
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	(117 080)	(193 046)
Espèces et effets en main	(15 423)	38 254
Comptes à recevoir	(103 310	(235 473)
Intérêts courus	1 053	4 173
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	336 515	210 881
Chèques en circulation	89 245	38 050
Avances des fonds en fidéicommis	2 932	1 963
Comptes d'accord de perception fiscale	18 514	38 520
Comptes à payer	47 309	47 146
Intérêts courus	178 515	85 202
Remboursements d'emprunts	(1 068 019)	(1 289 821)
Obligations	(904 788)	(1 197 922)
Bons du trésor	(80 000)	-
Autres emprunts	(9 622)	(9 816)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(73 609)	(82 083)
Financement	**3 070 020**	**2 974 525**
Variation de l'encaisse	(210 995)	(18 032)
Nouveaux emprunts	3 281 015	2 992 557

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

Tableau 3.9
Dette[1] du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1985 et 1986

	31 mars 1985		31 mars 1986		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations	**14 434 131**	**70,0**	**16 732 963**	**70,8**	**2 298 832**	**15,9**
En dollars canadiens	10 639 774	51,7	11 228 796	47,5	589 022	5,5
En dollars des États-Unis	2 597 402	11,6	3 216 888	13,6	819 486	34,1
Autres monnaies	1 582 654	7,7	2 516 432	10,7	933 778	59,0
Fonds d'amortissement	(205 699)	(1,0)	(229 153)	(1,0)	(23 454)	11,4
Autres emprunts obligataires	**2 990 719**	**14,6**	**3 068 133**	**13,0**	**88 414**	**2,3**
Obligations d'épargne du Québec	2 666 929	12,9	2 729 551	11,6	62 622	2,5
Régime de pensions du Canada	109 874	0,5	115 606	0,5	5 732	5,5
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	1,2	222 916	0,9	-	-
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	**1 785 718**	**8,6**	**2 185 885**	**9,3**	**412 147**	**23,1**
Bons du trésor	**1 405 000**	**6,8**	**1 635 000**	**6,9**	**230 000**	**16,4**
Total	**20 622 568**	**100,0**	**23 631 981**	**100,0**	**3 009 393**	**14,6**

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1984-85.

NOTES EXPLICATIVES

1 L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.

2 Les revenus bruts, les dépenses brutes et la dette à long terme du gouvernement du Québec sont convertis en dollars constants de 1971 sur la base de l'indice de prix à pondération fixe de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication Comptes nationaux des revenus et des dépenses, système de comptabilité nationale, catalogue 13-001 de Statistique Canada, tableau 12 (demande intérieure finale).

3 La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement) et les autres emprunts à long terme (moins le fonds d'amortissement) à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

4 L'année 1976-77 signifie pour le gouvernement du Québec l'exercice financier terminé le 31 mars 1977. Le produit intérieur brut du Québec, le revenu personnel et les salaires, traitements et revenus complémentaires, sont sur la base de l'année civile 1976. La même remarque s'applique aux autres années impliquées.

5 La dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec corprend le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier en comparaison avec les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1985 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier 1985-86.

Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1986 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1986-87, indiquée dans le discours du budget 1986-87 (25 585 000 000 $).

6 Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'année financière terminée le 31 mars 1985 ont été reclassés pour tenir compte de la composition des ministères et organismes et de leurs programmes et services dans la présentation des données financières de 1986. Ces reclassements n'ont aucun effet sur le déficit des opérations budgétaires et la dette nette tels que déjà rapportés.

Cependant, les données antérieures à l'exercice financier 1984-85 n'ont pas été révisées pour tenir compte des différents changements ayant eu lieu. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

7 Les données antérieures à 1985-86 n'ont pas été révisées pour tenir compte des changements de ministères et des transferts de services entre ministères. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

8 Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale.

Les dettes en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change en vigueur aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

Au 31 mars 1986, la valeur des dettes en monnaie étrangère a été calculée et présentée en monnaie du Canada, en utilisant les taux de change alors en vigueur. L'écart dû à cette variation du taux de change à la fin de l'année financière constitue un redressement aux postes concernés du passif dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

Pour ce qui est des titres émis à un fort taux d'escompte, les dettes sont inscrites à leur valeur de réalisation augmentée, à la date d'anniversaire de l'emprunt, de la capitalisation de l'escompte s'apparentant à de l'intérêt.

9 Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1985-86, 5 800 000 000 $ ont été émis alors que 5 570 000 000 $ ont été remboursés. L'augmentation du solde est donc de 230 000 000 $.

10 Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.

11 Excluant un montant de 1 306 657 000 $ porté à la dette nette suite à l'inscription en équivalent canadien au 31 mars 1986 des obligations et autres emprunts moins fonds d'amortissement en monnaie étrangère.